

REVUE DE PRESSE

La vision « Afrique-Méditerranée-Europe »

« *La Verticale AME* »

2007 – 2017



par Jean-Louis Guigou, Président de l'IPEMED

Contact presse :
Stéphanie Baz, Chef de projet Communication, stephanie.baz@ipemed.coop, 00 33 1 56 54 30 53

Depuis la création de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) en 2006, Jean-Louis Guigou, son président, a eu l'occasion de publier de nombreux articles présentant sa vision géopolitique Afrique-Méditerranée- Europe et l'activité du think tank.

Cette revue de presse fait état des principaux articles écrits par Jean-Louis Guigou concernant l'axe Afrique-Méditerranée-Europe et plaidant, depuis 2014, pour la création d'une fondation **La Verticale**. Il s'agit d'une **sélection restreinte** allant de 2007 à 2017.

L'ensemble des écrits (articles, analyses, humeurs) de Jean-Louis Guigou se trouvent sur le site de l'IPEMED : www.ipemed.coop

Date	Média	Titre
19/03/2007	Le Monde	<i>Les quartiers d'orange Nord-Sud</i>
27/01/2014	Blog de Jean-Louis Guigou	<i>Un plan d'aménagement pour le Sahel</i>
05/02/2014	La Tribune	<i>La Verticale de la régionalisation Nord-Sud</i>
01/06/2014	Alternatives économiques	<i>Europe-Méditerranée : partageons nos chaînes de valeurs</i>
11/06/2014	Blog de Jean-Louis Guigou	<i>Une grande épopée pour la France et pour l'Union européenne : Cap au Sud</i>
08/09/2014	Le Monde	<i>Le Maghreb peut devenir le "Mexique" de l'Union européenne</i>
24/04/2015	La Tribune	<i>La "Verticale" pour repenser radicalement les relations Europe-Méditerranée-Afrique</i>
27/09/2015	Huffington Post	<i>Pour un New deal entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique</i>
23/10/2015	Le Monde	<i>Le ralentissement de la croissance chinoise, une aubaine pour l'Europe et l'Afrique</i>
09/11/2015	La Croix	<i>Pour un New deal entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique</i>
06/05/2016	Huffington Post	<i>Si l'Europe avait une ambition africaine, elle retrouverait peut-être une ambition européenne</i>
07/05/2016	La Tribune	<i>L'avenir de l'Europe se joue au Sud</i>
15/09/2016	Le Monde	<i>L'Afrique est une chance pour la France et pour l'Europe</i>

22/09/2016	Huffington Post	<i>Osons le rapprochement avec les pays arabes et africains</i>
14/12/2016	La Tribune	<i>De la méditerranée à la profondeur africaine, l'Algérie à la croisée des chemins</i>
11/03/2017	EU OBSERVER	<i>Lettre ouverte à Jean-Claude Juncker "Contribution à une vision de l'Europe dans le Monde</i>
25/03/2017	La Croix	<i>Pour une Verticale Afrique – Méditerranée-Europe</i>
31/03/2017	L'Orient- le jour	<i>La Verticale AME ou comment faire descendre les Yvelines en Afrique</i>
31/03/2017	Kamsyn	<i>Les grands défis de la Méditerranée depuis le Liban</i>
17/05/2017	En cours de publication	<i>Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre concernant la Méditerranée et l'Afrique</i>
19/05/2017	En cours de publication	<i>Macron : Une Vision de la France qui passe par l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique</i>
19/05/2017	Blog de Jean-Louis Guigou	<i>La passion du chef de l'Etat pour l'axe Europe-Afrique-Méditerranée</i>

Le Monde

Idées

Les "quartiers d'orange" Nord-Sud, par Jean-Louis Guigou

Dans la mondialisation, l'avenir de l'Europe se joue dans l'émergence de la région méditerranéenne.

LE MONDE | 19.03.2007 à 15h24

Depuis la chute du mur de Berlin, les relations internationales se sont transformées. Avec l'échec des négociations de Doha en juillet 2006, cette évolution s'est accélérée. Dès 1990, les Etats-Unis ont compris la régionalisation de la mondialisation : plutôt que des délocalisations sauvages lointaines, ils ont préféré que ça se passe dans leur [jardin](#), au Sud. Ainsi fut créé, en 1994, l'Alena, une zone de libre-échange et de régulations multiples, qui associe le [Canada](#), les Etats-Unis et le [Mexique](#). Presque simultanément, en 1991, les Etats de l'Amérique du Sud ont créé le Mercosur. Ces deux structures légères, Alena et Mercosur, se concurrencent, mais il est admis par tous que c'est dans un cadre régional que le [développement](#) américain se fait désormais. Les Etats-Unis l'ont compris, qui consacrent à l'Amérique latine 18 % de leurs investissements directs à l'étranger (IDE).

Dans le même temps, le [Japon](#), menacé de vieillissement et refusant toute immigration, s'est lancé dans une vaste opération de redistribution de son appareil de production en investissant en [Chine](#), en [Corée du Sud](#) et dans les dragons du Sud-Est asiatique. Ainsi s'est constituée une deuxième reconnexion Nord-Sud puissante, puisque le Japon consacre lui aussi 18 % de ses IDE à cette zone.

Ainsi naissent des "quartiers d'[orange](#)", des blocs de systèmes industriels, commerciaux et financiers intégrés Nord-Sud qui avancent à la même heure, insérés entre deux ou trois fuseaux horaires.

Le monde des années 1950 n'associait (OCDE) ou n'opposait (conflit Est-Ouest) que les pays du Nord. Ce [monde](#) est bien fini. Depuis, l'[Europe](#) a fait la moitié du chemin et poursuivi son élargissement de 6 à 27 Etats membres. Il lui faut maintenant se [tourner](#) vers son Sud, vers les pays arabes et ceux d'[Afrique](#).

L'[avenir](#) de l'Europe, du monde arabe, d'[Israël](#) et de la [Turquie](#) se joue en Méditerranée. La proximité géographique et la complémentarité jouent dans les deux sens : l'Europe a besoin du dynamisme démographique et des marchés émergents de la rive méridionale ; le Sud a besoin du savoir-faire de l'Europe et d'une Europe solidaire pour [affronter](#) le choc de l'ouverture commerciale, le défi des emplois à [créer](#) et des réformes politiques et sociétales que la modernité exige. L'alternative pour les deux rives est claire : s'[associer](#) et [devenir](#) une des régions majeures du globe, ou [être](#) éclatées, donc marginalisées.

La proximité géographique, en réduisant les coûts de [transport](#), explique que les trois quarts des échanges se font avec les voisins. Elle joue aussi un rôle déterminant pour l'apprentissage de l'internationalisation des PME-PMI qui ne peuvent affronter les marchés lointains comme les grandes [entreprises](#). A l'évidence, les PME algériennes, africaines, marocaines, mais aussi françaises ou danoises ont besoin d'un espace régional régulé pour ne pas [laisser](#) la Chine devenir la seule usine du monde, le [Brésil](#) la seule ferme du monde et les Etats-Unis le seul quartier général.

Le deuxième argument de la régionalisation est celui de la régulation de la mondialisation. A l'échelle de ces quartiers d'orange Nord-Sud, il est plus réaliste qu'à l'échelle mondiale d'[établir](#) des accords commerciaux pour [enclencher](#) le développement ; plus facile, aussi, de [surveiller](#) les normes environnementales, d'[aborder](#) les questions de protection des travailleurs, d'[assurer](#) la reconnaissance mutuelle des diplômes pour [faciliter](#) les [mobilités](#) de la main-d'oeuvre. Les quartiers d'orange régulés, maîtrisés, peuvent ainsi devenir de vrais districts industriels, où la solidarité et le destin commun imposent des règles de protection vis-à-vis de l'extérieur, des circuits courts, traçables, de qualité, une gestion équilibrée entre sécurité et [mobilités](#).

Sur le plan [politique](#), enfin, il est temps de [donner](#), à l'échelle régionale, une solution internationale aux conflits violents (Israël-[Palestine](#)) ou latents ([Chypre](#), Sahara occidental...) que connaît [le monde](#) Méditerranée. Cela placerait l'Europe devant les Etats-Unis pour [mener](#) les négociations difficiles qui s'imposent. Tout comme la [France](#) et l'[Allemagne](#) naguère, tout comme de nombreux autres pays européens qui se sont affrontés pendant des siècles, il est temps en Méditerranée de [retrouver](#) les chemins de la confiance. Une telle reconnexion méditerranéenne serait déterminante pour [envisager](#) ensuite la nécessaire reconnexion entre l'Europe et l'Afrique.

Certes, il y a le conflit du Moyen-Orient qui jette les populations arabes dans la rue... Certes, il y a les richesses naturelles qui focalisent les énergies au Nord comme au Sud et alimentent des comportements prédateurs qui détruisent la confiance des peuples. Certes, il y a l'instrumentalisation des [religions](#) voulue pour les néoconservateurs américains et les intégristes islamistes. Certes, la Chine et les Etats-Unis investissent ces voisinages de l'Europe et contrecarrent cette reconnexion Nord-Sud en Méditerranée.

Mais un nouveau regard des Européens sur les pays arabes et des Arabes sur les Européens est en train [changer](#) le cours de l'[Histoire](#). Des courants nombreux et divers convergent vers des propositions audacieuses et nécessaires : une Communauté méditerranéenne dans le cadre de la [coopération](#) renforcée permise par le traité de [Nice](#), et à laquelle adhèreraient ceux des pays de la rive Nord et de la rive Sud convaincus de la nécessité d'un ancrage réciproque ; des institutions spécifiques (un "G Med", un secrétariat [politique](#)) et un budget propre ; des politiques communes (énergie, espace financier, [agriculture](#) et développement rural, eau, santé, éducation et mobilités...) pour [trouver](#) des solutions à des problèmes qui dépassent désormais l'échelle nationale. Une telle Communauté, dont la France devrait [prendre](#) l'initiative, pourrait [compter](#) sur la mobilisation de la société civile et notamment des entreprises, afin d'envisager des financements croisés entre les deux rives.

"La terre est bleue comme une orange", disait André Breton. Les quartiers qui s'y dessinent prennent la forme de grandes régions. L'Europe doit très vite [comprendre](#) que la région qui est la sienne comprend tout le monde méditerranéen. Les pays européens, qui ont su [transformer](#) leurs peurs (peur de la guerre, peur du communisme) par la construction européenne, doivent [pouvoir](#) transformer la peur du conflit Occident-Orient en une nouvelle utopie mobilisatrice : celle d'une Communauté méditerranéenne, véritable prototype des relations Nord-Sud qui, associant des hommes de richesse, de [culture](#) ou de religion différentes, doit s'[appuyer](#) sur les valeurs de dignité, de respect et d'échange pour créer ce qui pourrait devenir la plus grande région du monde.

Jean-Louis Guigou est délégué général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen.

Un plan d'aménagement pour le Sahel

- / Point de vue
- Blog de Jean-Louis Guigou

Humeur n°132 -
Lundi 27 Janvier 2014 - Jean-Louis Guigou



Le Sahel ne peut pas rester un espace d'instabilité. Il faudrait mettre en œuvre un plan de développement du Sahel, commencer par consulter les populations traditionnelles et leur proposer un plan d'Aménagement et de valorisation de leur immense et riche territoire.

Quatre projets pourraient leur être proposés :

1. Quelques grandes lignes de chemin de fer transsahariennes. Reprendre l'esprit de conquête de l'Ouest Américain, au profit des autochtones du désert. Quelques lignes de chemin de fer, doublées de routes (ou autoroutes) pourraient relier la rive Nord de la Méditerranée au Centre du Continent africain. En effet, comment approvisionner et faire du commerce avec le Niger, le Tchad et le Mali, enclavés, à partir de l'Europe, si ce n'est en coproduisant en Algérie, au Maroc et en Tunisie et en créant des lignes de chemin de fer vers l'intérieur du continent. Elles ont déjà été tracées, quelques-unes exploitées, comme par exemple au départ du Maroc, Oujda, Figuig, ou au départ d'Algérie, Alger, Ghardaïa, El Golea, Adrar, Bechar pour prolonger la ligne vers (Tessalit) Gao (Mali) et Niamey (Niger). D'autres lignes de chemin de fer pourraient partir de la Tunisie, de la Libye et de l'Egypte vers le Soudan. Le Commerce Nord/Sud et Sud/Nord est toujours "profitable" pour exploiter les complémentarités. Ces lignes de chemin de fer relieraient

les oasis, les gares deviendraient des pôles de développement et d'échange, avec des écoles, des dispensaires, des lieux de transformation agricole, des centres vétérinaires pour les troupeaux de chameaux et de chamelles.

2. Le développement des énergies renouvelables occupera une place centrale dans le développement du Sahel. Pour les usages locaux domestiques et industriels et pour l'exportation vers les pays africains du voisinage nord (Afrique du Nord) et sud (Afrique saharienne). Une industrie du renouvelable trouverait parfaitement sa place dans le Sahel.

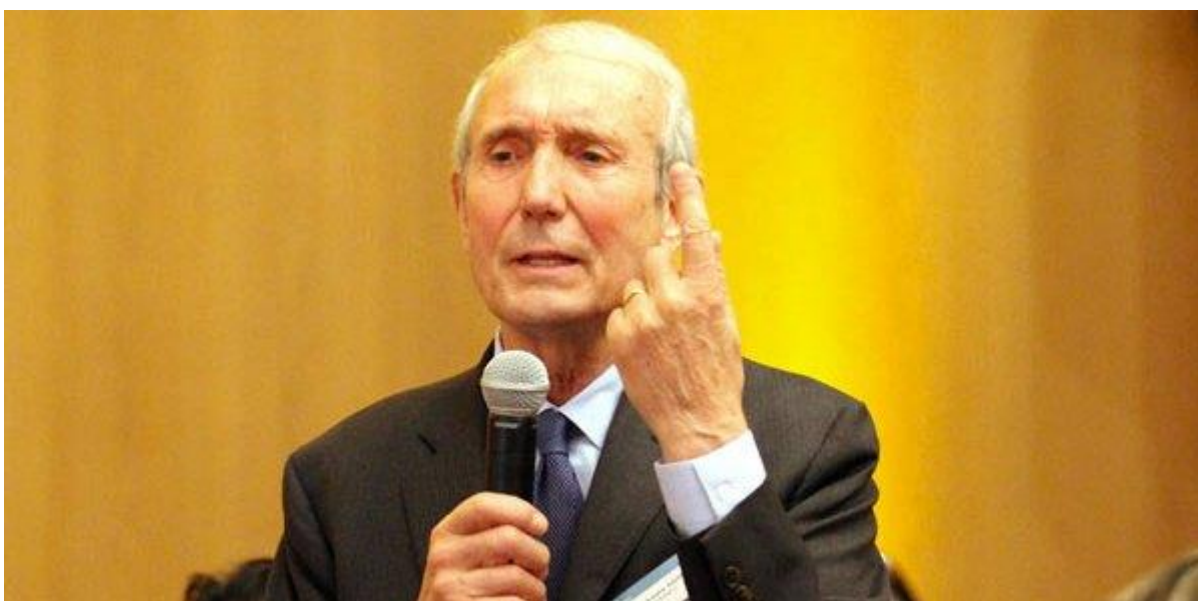
3. La promotion de l'agriculture et de l'agro-alimentaire du Sahel. Avec l'énergie (renouvelable) l'eau sous-terrainne devient exploitable et disponible. Avec l'eau c'est l'agriculture et l'élevage qui se développent. Les oasis sont déjà à l'origine d'un bond fantastique de l'agriculture biologique trans-saison. Quant à l'élevage, la Mauritanie a déjà exprimé le souhait (avec des troupeaux de deux millions de chamelles, dont le lait est anti cholestérol et diurétique), parce qu'on ne peut pas le transformer en beurre) que soient créés, en plein désert, à proximité des oasis, des stations de contrôle sanitaire et d'exploitation du lait et de la viande des chameaux.

4. Les exploitations minières abondantes du Sahel pourraient donner lieu à des industries de transformation sur la côte atlantique - comme Nouadhibou en Mauritanie avec le fer - et assurer la rentabilité des liaisons de chemin de fer assurant les liaisons Ouest (Atlantique Est intérieur du Sahel).

Créer des activités et des emplois, quadriller l'immense territoire du Sahel, relier le Nord de l'Afrique à l'Afrique Sub-saharienne ne sont pas des utopies mais des projets qui dans les dix ans vont se réaliser.

« La Verticale » de la régionalisation Nord-Sud en Méditerranée

Par Jean-Louis Guigou | 05/02/2014, 8:29 | 635 mots



Jean-Louis Guigou, Délégué général de l'IPEMED (Crédits : Larbi Tensaouti) Si le XXe siècle a été dominé par le conflit Est/Ouest, puis par la mondialisation, le XXIe siècle sera celui la régionalisation Nord-Sud et du retour à la proximité, particulièrement en Méditerranée. Et la France peut jouer un rôle essentiel dans cette nouvelle perspective, estime Jean-Louis Guigou.

Jusqu'à la chute du mur de Berlin, le conflit Est-Ouest imposait une lecture "horizontale" du monde. Faite d'affrontements idéologiques (capitalisme contre communisme), militaire (Otan contre le pacte de Varsovie) et économiques. Après l'effondrement du

communisme, une nouvelle lecture du monde s'est progressivement imposée selon une "Verticale" Nord-Sud.

De grands ensembles régionaux se constituent, qui associent en général des pays du Nord développés et vieillissants à des pays de leur Sud jeunes et émergents.

Des régions qui prennent la forme de "quartiers d'orange", expression que j'ai utilisée la première fois dans Le Monde du 20 mars 2007. Ces grandes régions (mondiales) Nord/Sud sont « voulues » et structurées par les entreprises - souvent de grosses PME/PMI - qui tirent avantage de la proximité géographique, de la complémentarité des niveaux de développement et procèdent à des co-localisations (un pied au Nord et un pied au Sud), et à des co-productions (partage de la valeur ajoutée, partenariat et transfert de technologies). Ainsi s'organise l'intégration régionale par la production. Le secteur public accompagne ce mouvement Nord-Sud avec la promotion de la formation professionnelle, la constitution de filières, la sécurisation des investissements et la coopération décentralisée (collectivités locales, université, hôpitaux,...).

La plus puissante, c'est bien Asean + 6, grand marché commun asiatique, qui va du Japon à l'Australie, contrôlé par la Chine et que l'Inde vient de rejoindre, fin 2013... Un grand ensemble économique, et non politique, de 10 000 kms de long et qui compte trois milliards cinq cent millions de population, avec 53 % d'intégration pour les exportations. Dans les Amériques, c'est l'Alena (nord Amérique) avec 49 % d'intégration,

qui coopère de plus en plus avec le Mercosur (25 % d'intégration), grand ensemble sud-américain.

L'Europe a négligé l'intégration de son voisinage sud

L'Europe qui fait figure de pionnière dans l'intégration régionale, avec actuellement 75 % d'intégration des exportations et 80 % si on inclut le voisinage Est avec l'URSS, a négligé son intégration du voisinage sud. Mais les choses sont en train de changer, grâce à la France très active dans les pays arabes et sur le continent africain.

« Cap au Sud » pourrait être le slogan de notre diplomatie économique : visites ministérielles, missions, intervention militaires (Mali, Centreafrique...) nouveaudiscours présidentiel (Alger, Tunis, Rabat).

« Cap au Sud » pour y apporter un appui pour davantage de stabilité, de démocratie, de développement d'un part, et pour y trouver de nouveaux leviers de croissance en mobilisant notamment la diaspora maghrébine.

« Cap au Sud » pour valoriser la proximité, la complémentarité et les mobilités nécessaires pour faire face aux enjeux du XXI^e siècle, tels que la sécurité alimentaire, le réchauffement climatique et les migrations de grande ampleur.

Fin publicité dans s

Les grandes entreprises mondiales retiennent déjà pour leur découpage d'intervention la région EMEA (Euro Middle East Africa). Avec cette vision « verticale » de la lecture du monde, la grande épopée qui s'ensuivra sera

gagnée par les pays du Nord (Américains, Japonais, Chinois, Européens...), qui sauront établir des relations de confiance et équitable avec leur Sud. L'Europe, parce que humaniste et sociale, a toutes ses chances de réussir sa connexion avec « son » Sud.

Le XXe siècle a ainsi été dominé par le conflit Est/Ouest, puis par la mondialisation.

Le XXIe siècle sera dominé par la régionalisation Nord-Sud et par le retour des territoires et de la proximité.

« La Verticale » (jeune et émergente) n'a pas encore détrôné la « Trilatérale » (vieille mais développée), mais en vingt ans les rapports géopolitiques vont changer.

Jean-Louis Guigou

* IPEMED : Institut de prospective économique du monde méditerranéen, Paris. Site : www.ipemed.coop



CHRONIQUE

Europe-Méditerranée : partageons nos chaînes de valeur

01/06/2014 ALTERNATIVES ECONOMIQUES N°336

Jean-Louis GUIGOU Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

Parallèlement à la mondialisation libérale, une autre forme d'internationalisation des économies a progressé ces dernières décennies : la régionalisation, c'est-à-dire l'association de pays voisins dans le cadre d'ententes à vocation économique. En la matière, deux modèles s'affrontent. Le premier, le plus répandu, a consisté à instaurer des accords de libre-échange entre pays voisins. C'est la recherche de l'intégration par le commerce. Il s'ensuit en général que les échanges se développent, mais le plus souvent aux dépens des économies du Sud, qui s'affaiblissent.

Le second modèle est plus difficile à mettre en place. Il consiste à organiser une redistribution de l'appareil de production entre pays proches géographiquement mais dont le niveau de développement est différent. C'est l'intégration par la production, la coproduction, qui implique partage de la valeur ajoutée et transfert de technologies. Ce modèle a été utilisé en particulier par le Japon vis-à-vis des Dragons asiatiques à partir des années 1960 et par l'Allemagne qui, après la chute du mur de Berlin en 1989, a fait le pari de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale (Peco). Il pourrait être appliqué entre l'Europe et son voisinage sud méditerranéen. Mais on en est loin pour l'instant.

Alors que les Etats-Unis investissent 16 % de leurs investissements directs à l'étranger (IDE) dans leur Sud, que le Japon a investi jusqu'à 20 % de ses IDE dans son voisinage, l'Europe, elle, n'y place à ce jour que 3 % de ses IDE ! Cette situation résulte certes de l'instabilité sociale et politique au sud de la Méditerranée, mais aussi de l'absence de vision et de stratégie européenne pour cette zone.

Sur la base des expériences allemande et japonaise, il est possible pourtant de définir les fondements d'une stratégie qui associerait les pays du nord et du sud de la Méditerranée. Il faut engager, tout d'abord, un long travail de préparation, notamment en termes de mise à niveau des infrastructures et de la formation professionnelle. Il faut ensuite mobiliser les industriels eux-mêmes. L'association d'opérateurs du Nord et du Sud est primordiale pour assurer le partage de la valeur ajoutée et le transfert des technologies. Ces partenariats doivent absolument être respectueux de l'environnement écologique et social, et impliquer une symétrie totale : des investissements du Nord doivent aller vers le Sud, mais aussi des investissements du Sud vers le Nord. Enfin, *last but not least*, la qualité et la stabilité de l'accompagnement administratif et de l'engagement politique sont indispensables pour assurer la sécurisation des investissements, la convergence des normes, la mobilité des hommes et du capital ainsi que les inévitables arbitrages en cas de conflits.

Bref, il est plus que temps que l'Europe cesse enfin de considérer son Sud comme une menace (un risque qui pourrait bien se concrétiser d'ailleurs si nous continuons de négliger ces pays) et qu'elle prenne les moyens pour que celui-ci devienne au contraire une opportunité. A la fois pour eux et pour nous.

JEAN-LOUIS GUIGOU

Une grande épopée pour la France et pour l'Union européenne : Cap au Sud

- / Point de vue
- Blog de Jean-Louis Guigou

Humeur n°141 -
Mercredi 11 Juin 2014 - Par Jean-Louis Guigou



Georges Corm, ancien ministre, membre du Comité d'Orientation Politique d'IPEMED a publié le 9 juin, un bel article dans le Monde, intitulé « L'avenir de l'industrie européenne se trouve sur la rive sud de la Méditerranée ». Ce papier nous invite à élargir nos champs de vision.

Deux constats tout d'abord s'imposent.

La globalisation économique des années 80, avec ses délocalisations industrielles massives des pays anciennement industrialisés- essentiellement l'Europe Occidentale et les Etats-Unis vers les pays émergents à bas coûts «semble marquer une pause» (G.Corm).

L'extension à l'Est de l'influence économique et politique de l'Union européenne bute sur l'«Ours Russe»- en Ukraine et Biélorussie. Partant de cela, l'Union européenne n'a plus qu'une possibilité «Mettre le Cap au Sud » et créer la grande Région de solidarité et de co-production englobant l'Europe-la Méditerranée et l'Afrique : la Région EMEA comme la dénomment les chefs d'entreprise qui considèrent cette région comme la zone d'expansion du XXIème siècle, ou la « Verticale » comme l'appelle IPEMED.

1/ Pourquoi construire la Grande région EMEA- la Verticale : Europe-Méditerranée-Afrique ?

- Pour exploiter ou valoriser les atouts de la complémentarité et de la proximité : tout ce qui manque à l'Europe - la jeunesse, les marchés, l'énergie - on le trouve au Sud. Et réciproquement tout ce qui manque au Sud- la Gouvernance, les technologies, les normes, on le trouve au Nord ;
- Pour «sortir les économies européennes toujours languissantes» (G Corm) et profiter des désillusions asiatiques en réindustrialisant ensemble l'Europe et ses voisins du Sud Méditerranéen et Africain ;
- Pour aborder, ensemble la troisième révolution industrielle (Jeremy Rifkin) à base d'énergies renouvelables et de numérique qui donne des avantages comparatifs incontestables aux pays ensoleillés (Méditerranée et Afrique) ;
- Pour rivaliser avec l'Amérique du Nord qui joue la carte de « son » sud, et de la Chine et du Japon qui jouent, eux aussi, leur régionalisation Nord/Sud ; Pourquoi donc l'Europe ne jouerait- elle pas « sa » carte africaine ?
- Pour répondre aux attentes de la large majorité de l'opinion publique des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée qui souhaitent un ancrage à l'Europe 2013 (lire à ce sujet le sondage de la Fondation Anna Lindh),
- Pour valoriser la francophonie et parce que la francophonie - avec 500 millions d'Africains qui sont francophones- constitue un réel atout.

2/Comment « aller » vers le sud et proposer une nouvelle alliance ?

- En changeant de regard, d'attitude, de logiciel. Les Révolutions au Sud exigent des révolutions mentales au Nord.
- En valorisant les diasporas qui sont un levier extraordinaire pour renouer les liens.
- En changeant de paradigme, passant du modèle court termiste et commercial- (import/export)- fondé sur des accords de libre échange, à un modèle d'intégration en profondeur par la production (co-production), ainsi que le firent les Japonais avec les Dragons et les Tigres après la guerre et ainsi que le firent les Allemands avec les PECO après la chute du mur de Berlin.
- En offrant une perspective historique et à long terme aux pays de la région.

Au-delà de l'économie, quel avenir institutionnel ? Quelle alliance ? Comment partager ensemble une vision historique, un même destin à long terme ?

- En faisant du développement durable et de la RSE un principe fondamental pour construire sur le long terme, d'autant plus que les natures dans ces pays y sont fragiles.
- En soutenant la Création d'une Fondation « La Verticale » Europe/Méditerranée/Afrique, qui serait le lieu permanent où les scientifiques, intellectuels et élites se mobiliseront.

Le Monde

Le Maghreb peut devenir le « Mexique » de l'Union européenne

D'un côté, en France, le modèle vanté par l'ancien ministre de l'économie Arnaud Montebourg était celui d'un « retour au pays », avec 100 % de production sur le sol national. Les Etats-Unis, de leur côté, mettent en place un modèle de coproduction avec le Mexique. Pourquoi ne pas faire la même chose avec l'Afrique du Nord ?

LE MONDE | 08.09.2014 à 13h51 | Jean-Louis Guigou (délégué général d'Ipemed)

« *L'Etat français à la peine dans la bataille des relocalisations* », titrait *Le Monde* du 13 août, alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis profitent des relocalisations venant d'Asie. D'où vient la différence ? Certes, aux Etats-Unis, le coût de l'énergie est compétitif, la croissance est porteuse et l'environnement industriel attractif.

Tout le contraire de la France. Mais là n'est pas l'essentiel. Les raisons géoéconomiques prévalent, et de loin. D'un côté, en France, le modèle vanté par l'ancien ministre de l'économie Arnaud Montebourg était celui d'un « retour au pays », avec 100 % de production sur le sol national. Les Etats-Unis, de leur côté, mettent en place un modèle de coproduction avec le Mexique.

L'exemple de la faillite de la sidérurgie Loiselet à Dreux (Eure-et-Loir) est édifiant.

RACHETÉE DISCRÈTEMENT PAR TROIS INDUSTRIELS ALGÉRIENS

Le 16 juillet 2013, Arnaud Montebourg, à l'époque ministre du redressement productif, et son équipe sont à Dreux pour célébrer la « résurrection » de la fonderie,

qui venait de fermer une usine en Chine pour rapatrier la production en France. L'Etat y a mis un paquet de subventions et pris 20 % du capital. Mais, en décembre 2013, la fonderie Loiselet fait faillite.

Elle a été rachetée discrètement par trois industriels algériens, qui entendent trouver des clients en Algérie. Plutôt que de voir des Algériens « monter » faire cette acquisition en France pour vendre les produits dans leur propre pays, n'aurait-il pas été préférable de relocaliser, en collaboration avec eux, la partie chinoise de la production en Algérie, où l'énergie est moins coûteuse et qui est proche des marchés émergents ?

Le modèle de coproduction qui s'est établi entre les Etats-Unis et le Mexique est une référence en matière de relocalisation.



La "Verticale", pour repenser radicalement les relations Europe-Méditerranée-Afrique

Par Jean-Louis Guigou, Ipemed | 24/04/2015, 14:09 | 1757 mots

•



Jean-Louis Guigou, Délégué général fondateur de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed, Paris) (Crédits : DR) À l'heure où les grandes entreprises anticipent le fait que c'est dans ce grand espace intégré "Europe-Méditerranée-Afrique" que vont se densifier, dans les années à venir, les échanges de biens, les flux de capitaux et les flux d'information, et que va s'accroître la mobilité des hommes, quelle politique "de voisinage" rénovée l'Europe doit-elle être capable de proposer à son Sud ? Par Jean-Louis Guigou, délégué général fondateur de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed, Paris)

L'actualité au quotidien n'est pas enthousiasmante. Une Europe qui peine à retrouver les chemins de la croissance. Une Méditerranée perturbée par des guerres de religions, des dictateurs qui s'accrochent au pouvoir face à des peuples qui se révoltent, et une Afrique certes en plein boom économique, mais en proie à des risques sécuritaires, sanitaires politiques et religieux hors du commun. Pourtant, à bien y réfléchir, au-delà du visible apparent, il existe des phénomènes à bas bruits, des tendances lourdes, fortes d'espérance qui structurent le monde de demain. L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED, Paris) fait de la prospective et explore, recherche et valorise des tendances positives porteuses d'avenir. Nous sommes ainsi en mesure d'affirmer qu'une tendance profonde se dessine : la régionalisation de la mondialisation.

Dans cette perspective, que propose l'Europe à son Sud ? Trois initiatives récentes méritent d'être valorisées.

D'une part le 19 novembre 2014, tous les ministres européens de l'Énergie et les grands experts se sont réunis à Rome. Il en est ressorti un intérêt soutenu pour s'associer avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et notamment le Maghreb, pour mettre en place trois hubs énergétiques (électricité, gaz et énergie renouvelable). Cette stratégie découle directement du fait que les relations énergétiques avec la Russie sont dégradées et instables.

L'autre initiative concerne l'ouverture d'un débat par Jean-Claude Juncker et Federica Mogherini pour réviser de façon approfondie la politique européenne de voisinage (PEV), tant avec les pays de l'Est et la Russie, qu'avec les pays du Sud de la Méditerranée et l'Afrique. À petits pas, l'Europe montre qu'elle redécouvre la nécessité de s'intéresser à son Sud au-delà des strictes approches à court terme liées aux opérations militaires et sécuritaires.

Au niveau des entreprises qui ont une dimension mondiale et qui sont localisées en Europe, lorsqu'on leur demande quels sont leurs découpages à l'échelle mondiale, la plupart répondent qu'elles ont pour découpage Europe - Méditerranée - Afrique (EMA) ou alors Euro - Middle East - Africa (EMEA), ce qui veut bien dire que les grandes entreprises anticipent le fait que c'est dans ce grand espace intégré « Europe - Méditerranée - Afrique » que vont se densifier, dans les années à venir, les échanges de biens, les flux de capitaux et les flux d'information, et que va s'accroître la mobilité des hommes.

Changer de paradigme, de programme, de méthode et de comportement

Dans ce contexte de redécouverte progressive des pays du Nord pour leur Sud, IPEMED a des propositions à formuler. Parce que nous sommes un Institut de Prospective et que, selon la phrase d'Antoine de Saint-Exupéry : « *L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare.* », nous formulons les propositions suivantes :

IpeMED propose trois types de changement qui pourraient être résumés ainsi :

1 - Changer de paradigme

Depuis 1995 et les Accords de Barcelone, l'Europe a imposé une réflexion sur l'espace euroméditerranéen qui, progressivement, est devenu l'*Espace de Voisinage*. C'était du temps où l'Europe était puissante, en croissance, ouverte, et où elle pouvait imposer aux Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sa vision, ses financements, ses programmes. Tout au long de cette période, les pays méditerranéens sont restés voisins, en périphérie, des marginaux dans un rapport dominant/dominé.

Depuis les révolutions arabes et la crise en Europe, les choses en bien changé. L'Europe n'est plus attractive, elle se ferme, sa croissance est faible, la crise financière se prolonge. Elle n'est plus le seul modèle de référence. Les pays du Sud relèvent la tête, les nouvelles élites qui arrivent aux commandes ne sont pas toutes fascinées uniquement par la France et l'Europe mais regardent vers le Moyen-Orient et l'Afrique. Ainsi, de *marginale*, la Méditerranée redevient *centrale*, c'est la vision de Fernand Braudel de cette Méditerranée, carrefour entre les trois continents : l'Europe, l'Asie et l'Afrique, qui ne sont séparés que par le canal de Suez, le détroit de Gibraltar et le détroit de Bosphore.

À l'évidence, il faut changer de paradigme. Les nouvelles élites du Sud de la Méditerranée ne sont plus du tout « *soumises* » et « *dépendantes* » comme le furent, trop souvent, les élites du siècle passé.

2 - Changer de programme

Au cours d'une longue discussion à Beyrouth avec l'un des spécialistes de cette question, M. Charles Abdallah, nous avons pu synthétiser nos connaissances et proposer 7 programmes nouveaux, originaux.

- **Redynamiser le réseau et le système éducatif**

Dans tous les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, il y avait des réseaux éducatifs laissés par les anciennes puissances coloniales (la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne) : des écoles, des universités mais aussi des centres culturels. Ces réseaux sont désormais en friche parce que les pays européens n'ont plus les capacités financières d'entretenir ces réseaux à l'étranger et les gouvernements locaux n'ont aucun intérêt à disqualifier leur propre enseignement au détriment des réseaux européens d'éducation. Voilà pourquoi la priorité consiste à demander à l'Union Européenne de reprendre ces réseaux éducatifs européens pour assurer la relève d'un enseignement international et la diffusion des valeurs qui nous unissent.

- **Equipement et développement local en milieu rural**

Dans de nombreux Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, l'aménagement du territoire a été négligé. Les littoraux sont surpeuplés alors que les arrières pays sont marginalisés et laissés en jachère pour finalement être récupérés par des mouvements intégristes. Il s'agirait, par vallée, par ensemble de communautés de commune, de faire du développement local avec une revalorisation des terres agricoles, un développement de l'accès à l'eau potable, le traitement des eaux usées, le développement d'un tourisme de type « écologique » chez l'habitant, la valorisation de l'artisanat, la création d'écoles, de grands travaux (routes). Ces programmes exigeront la présence physique d'équipes pluri-disciplinaires, *a minima* d'une douzaine de personnes, ingénieurs, administrateurs, agronomes, afin d'encadrer, d'aider les administrations à créer les conditions nécessaires au développement local. La présence physique d'ingénieurs européens aura une grande visibilité et permettra de faire aimer l'Europe pour des réalisations pratiques et concrètes.

- **Identité culturelle et restauration patrimoniale**

Il s'agit de redonner vie au passé, de préserver et de reconstruire ce qui constituait la fierté des populations indigènes : les vieux palais, les mosquées, les systèmes d'irrigation, etc. Il s'agit à travers cette identité culturelle de valoriser l'enracinement méditerranéen et d'assurer la promotion des arts culinaires, artisanaux, musicaux, etc.

- **Jumelages administratifs**

Au même titre que l'Europe a su mettre en place des jumelages administratifs de grande ampleur et dans la durée avec les Pays d'Europe Centrale et Orientale, il est absolument nécessaire pour les pays qui le souhaitent de leur proposer un encadrement rigoureux dans les ministères, les administrations, les hôpitaux, écoles, universités, prisons, etc. Partout où apparaissent des déficits criants, les pays de l'Est ont beaucoup apprécié ces jumelages qui duraient 4 à 5 ans avec formation sur place des nouveaux cadres dirigeants, mise en place des systèmes informatiques, modification des procédures, etc.

- **Ré-industrialisation des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée**

Nombreux sont les pays arabes qui ont eu des industries florissantes (Liban, Algérie, Maroc, etc.) Ces industries manufacturières sont tombées en désuétude par suite des accords de libre-échange, des mauvaises stratégies et la préférence pour la rente, les importations et le commerce. Or l'industrie manufacturière est absolument indispensable pour créer des emplois, impulser le développement et créer des classes moyennes. Le moment est opportun pour les pays du Sud de se réindustrialiser avec les stratégies de coproduction entre l'Europe et le Sud et avec des relocalisations venant de Chine.

- **Préserver le patrimoine naturel et travailler ensemble sur les sujets d'intérêt commun**

Le patrimoine naturel est très fragile en Méditerranée et avec le réchauffement climatique, les accidents et les cataclysmes vont se multiplier. Il faut donc dès maintenant s'attaquer avec détermination au stress hydrique, à la transition énergétique, à la gestion de l'eau. Travailler aux problèmes d'intérêt commun comme les migrations et la sécurité.

- **Promouvoir la coopération décentralisée**

La Commission Européenne devrait apporter son appui financier à toutes les collectivités européennes et aux Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée qui veulent engager un programme de coopération dans tous les domaines de travail de la Commission. Il s'agit de laisser le libre choix entre la demande du Sud et l'offre de compétence des collectivités du Nord. La Commission Européenne devrait avoir l'humilité d'accepter qu'elle s'engage à soutenir financièrement ces projets.

- **Créer un outil financier, une Banque Europe-Afrique pour l'Investissement et le Développement**

Créer une Fondation qui soit le creuset de la réflexion et de la promotion de l'intégration Nord/Sud, comme la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) qui a été reconnue responsable en grande partie des grandes transformations structurelles et de développement en Amérique du Sud.

3 - Changer de méthode et de comportement

En ce qui concerne la méthode, deux transformations sont nécessaires :

- Passer des méthodes *top-down* à des méthodes *bottom-up*.
- Partir des besoins des populations du Sud et non pas des idées et volontés des pays du Nord.
- Abandonner définitivement le libre-échange comme clé et ambition suprême et promouvoir la coproduction.

En un mot, passer de l'intégration superficielle et d'une mauvaise division du travail à une intégration en profondeur par la redistribution de l'appareil de production.

Le comportement des pays européens de la Commission doit changer radicalement. Il convient de *passer d'un esprit de conquête à un esprit de partage*,

d'avoir l'intelligence de faire appel aux compétences locales - et non pas à l'expatriation de fonctionnaires européens, parfois incompetents.



Pour un New Deal entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique

27/09/2015 08:24 CEST | Actualisé 05/10/2016 15:36 CEST

- [Franco Bassanini](#)Ancien ministre italien
- [Jean-Louis Guigou](#)Haut fonctionnaire et fondateur du think tank euroméditerranéen Ipemed

INTERNATIONAL - Le voisinage sud de l'Europe est un volcan en éruption : Etats qui s'effondrent, terroristes qui s'expatrient, mafias qui prospèrent, religions qui s'affrontent, frontières qui se disloquent, guerres et révolutions génératrices de massives migrations.

Mais, il n'y a pas que des catastrophes. Loin de là! Des tendances profondes sont à l'œuvre. Elles dessinent des perspectives porteuses d'espérance et même de convergence Nord-Sud: face aux grandes migrations, les leaders politiques européens commencent à redécouvrir "leur Sud", de même que les valeurs historiques, morales et politiques de l'Europe, entraînant autour de ces valeurs un mouvement d'élan populaire en réponse aux populistes; le "capital" joue à terme la carte de l'Afrique, hissant, en 2014, cinq pays africains parmi les dix pays du monde en plus forte croissance économique et l'on commence à comprendre que l'Europe ne sera pas en condition de résoudre ses problèmes de croissance et de compétitivité, de vieillissement de ses populations et de soutenabilité de son welfare, sans une coopération étroite, et même une intégration économique et politique avec les pays du Sud de la Méditerranée et, en perspective, les pays de l'Afrique. La proximité géographique et culturelle des peuples qui ont connu ensemble la colonisation, la décolonisation et les guerres pour la défense des libertés constitue une grande ressource,

comme le sont les jeunes, les femmes et les patrons des pays du Sud qui luttent pour leur émancipation et pour l'ancrage à l'Europe.

Les images à court terme sont effrayantes mais l'histoire en devenir est encourageante : sur le long terme, "le rendez-vous des civilisations est à l'œuvre" (Emmanuel Todd).

Deux scénarii sont possibles : soit l'Europe ne réagit pas de façon coordonnée et ambitieuse. Le chacun pour soi l'emporte. La peur saisit les peuples. Les leaders politiques n'ont pas le courage de proposer une vision de l'avenir. Les intellectuels sont absents du débat. L'Europe s'érige en forteresse et vieillit. La stagnation économique conduit à l'appauvrissement. Les mouvements populistes européens deviennent majoritaires, l'Union Européenne se disloque. L'Afrique, pour sa part, est pillée. Les pays arabes voient la fin de la rente pétrolière et gazière se transformer en cauchemar.

Dans l'autre scénario, l'Union Européenne propose à son Sud-Méditerranéen un new deal. Ecrire ensemble une nouvelle page de notre histoire commune. Cela passe par différentes mesures :

- **Tout d'abord, accepter un nombre significatif de migrants dont l'Europe a besoin et favoriser la mobilité professionnelle.** Selon Hervé Le Bras, pour maintenir en 2050 à son niveau actuel la population active de l'Europe à 28, il faudrait accueillir pendant 34 ans 2.2 millions de réfugiés par an (soit multiplier par trois le solde migratoire actuel).
- **Remplacer l'aide au développement par une stratégie de codéveloppement en faveur du Sud** avec transfert de technologie et partage de la valeur ajoutée, de savoir-faire et d'expériences économiques, notamment dans les start-up et dans les PME. Faire de notre sud l'espace pertinent de diffusion des technologies de la 3ème révolution industrielle. La coproduction qui consiste à transformer le client en partenaire doit être systématique. La Banque Mondiale a estimé que 85 millions d'emplois allaient quitter la Chine pour se relocaliser ailleurs : les pays méditerranéens aux portes de l'Europe et de l'Afrique pourraient en être les principaux bénéficiaires.
- **Créer une fondation, "La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe"** qui soit le creuset politique de l'intégration économique et le lieu de brassage des élites suivant le modèle de la CEPAL en Amérique (700 chercheurs, 40 millions de budget annuel) ou de l'ERIA en Asie (15 laboratoires et 30 millions de budget annuel).
- **Mettre en place une banque de développement intercontinentale**, comme la Banque Interaméricaine ou la Banque Asiatique pour les Investissements et les Infrastructures, pour assurer la mobilité des capitaux et garantir la sécurité des investissements à long terme.

- **Changer de regard et de comportement vis-à-vis des peuples méditerranéens et africains.** Passer de l'esprit de conquête à l'esprit de partage. L'émotion doit laisser la place à la raison. Certes, il faut rester ferme sur nos convictions de laïcité, d'équité et de justice, mais ces valeurs doivent être de plus en plus partagées par une majorité silencieuse au Sud.

"L'Amérique et surtout l'Asie centrale se sont déjà lancées dans l'intégration régionale Nord-Sud; elles l'ont fait de manière pragmatique dans un souci d'efficacité économique" (Pierre Beckouche). Matteo Renzi a raison de faire de l'Afrique la priorité de sa diplomatie. Angela Merkel a raison d'être attentive aux réfugiés pour donner du souffle à l'économie allemande et européenne. François Hollande a raison de mettre l'accent sur la sécurité et les interventions militaires.

La Méditerranée ne doit plus diviser l'Europe. Pour aller plus loin, il faut un axe fort: Allemagne, France, Italie, Espagne.

Le sommet de l'Union Européenne et des pays africains à Malte les 10 et 11 novembre 2015 ne doit pas se limiter aux questions à court terme de l'immigration, mais proposer de jeter les bases d'un new deal entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

Le Monde

POINT DE VUE

Le ralentissement de la croissance chinoise, une aubaine pour l'Europe et l'Afrique ?

Tribune. Les experts misent sur la création de 85 millions d'emplois hors de Chine dans les prochaines années.

Le Monde.fr Le 23.10.2015 à 12h17 • Mis à jour le 23.10.2015 à 13h03

S'abonner dès 1 € Réagir Ajouter

Partager (100) [Twitter](#)

image: http://s2.lemde.fr/image/2015/10/23/768x0/4795677_6_afa8_lors-d-une-visite-du-premier-ministre-algerien_a5d6540ea8db97ad3d163dda59b510cc.jpg



Tribune. La presse économique s'alarme des conséquences pour l'[Europe](#) du ralentissement de la croissance chinoise (7 %). Pourtant, des compensations, à moyen terme et même à court terme, pourraient [résulter](#) des leviers de croissance que représentent les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et les pays africains.

Contrairement à ce que les [médias](#) véhiculent généralement, tous les Etats méditerranéens et africains ne sont pas rongés par les guerres et les épidémies. En 2014, sur les dix pays en plus forte croissance, cinq sont africains. Le décollage de l'ensemble du continent, depuis 2002, est une réalité et les pays du Moyen-Orient demeurent de gros consommateurs d'investissements.

Deux arguments permettent de [penser](#) que l'[Afrique](#) et la Méditerranée vont [constituer](#), au carrefour de l'Europe, des zones privilégiées de [développement](#) « boostées » par le ralentissement de la croissance en [Chine](#) et par la [politique](#) de Pékin vis-à-vis de l'Afrique et de la Méditerranée.

L'Afrique, nouvel atelier de l'Europe

Tout d'abord, d'après [les experts](#) de la Banque mondiale, le changement du modèle de croissance – de l'exportation à la [consommation](#) intérieure – va [contribuer](#) à [accélérer](#) la relocalisation de 85 millions d'emplois hors de Chine dans les prochaines années. L'Afrique pourrait en [être](#) la principale bénéficiaire. Du Caire à Tanger, une véritable zone industrielle devrait [voir](#) le jour, incluant Tanger Med et le canal de Suez, complètement rénové et incluant un grand nombre de zones d'activité *offshore*, de clusters, de technopoles, etc. Le nord de l'Afrique, avec sa main-d'œuvre qualifiée, son énergie bon marché, ses immenses espaces, pourrait [devenir](#) l'atelier de l'Europe – à peu de frais et rapidement.

Lire aussi [La Chine étrenne sa nouvelle diplomatie en Afrique](#)

Les Chinois sont partout en Afrique. Leur intérêt pour le continent date des années 1990 avec une longue préparation du terrain. Le Forum Chine-Afrique est apparu en 2000, puis le Forum Chine-[Monde](#) arabe en 2004. Les résultats escomptés étant très inégaux selon les maux dont souffre le continent, la puissance chinoise s'est recentrée sur la Méditerranée. C'est là qu'elle « *semble [construire](#) son socle d'intervention en Europe* », comme l'a souligné l'ancien diplomate tunisien Basly Mohamed Sahbi.

Pékin s'active en [Grèce](#), tout d'abord, où la récente visite du premier ministre chinois a permis la signature de 19 accords de [coopération](#) pour 3,4 milliards d'euros et le rachat de deux terminaux portuaires du Pirée. En Turquie, les investisseurs chinois ont acquis 65 % des ports du terminal portuaire de Kumport (mer Marmara), et un accord a été trouvé pour un chemin de fer à grande vitesse ([projet](#) de « nouvelle route de la soie ») qui traversera de part en part la [Turquie](#). L'[Algérie](#), pour [finir](#), est devenue le deuxième partenaire de la Chine en Afrique, après le [Nigeria](#) avec 8,2 milliards de dollars d'investissement.

Au total, les délocalisations venant de Chine, associées à la stratégie chinoise en Méditerranée et en Afrique, pourraient constituer des facteurs très positifs pour [créer](#) au sud de la [France](#) et de l'Europe, en Méditerranée et en Afrique, d'importants leviers de croissance externe, dont pourraient [bénéficier](#) les [entreprises](#) françaises et européennes.

Jean-Louis Guigou, président de l'Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen), un think tank euro-méditerranéen

« L'avenir de l'Europe se joue au Sud » (par Jean-Louis Guigou, président de l'Ipemed)

Par Jean-Louis Guigou | 07/05/2016, 13:16 | 1278 mots



Jean-Louis Guigou président-fondateur de l'Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen) (Crédits : DR) Inlassable militant de la coopération et de la coproduction nord-sud, Jean-Louis Guigou président-fondateur de l'Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen) revient ici sur les fondamentaux de sa vision des « quartiers d'orange » Afrique-Méditerranée-Europe, et du formidable potentiel de complémentarité entre les économies européennes et africaines. Son projet, qui vise à dépasser le seul horizon du commerce, promeut la coproduction entre les deux continents. La création d'une fondation internationale, La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME), pourrait aider à le concrétiser.

En 1974, à l'ONU, Boumediene avait prévenu : « *Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir.* » Avec les inconséquences de la politique occidentale vis-à-vis des pays arabes et le terrible

réchauffement climatique prévisible en Méditerranée, le pire est devant nous. Ce ne sont pas des centaines de milliers de réfugiés qui vont affluer, mais bien des millions.

L'Europe, trop longtemps absorbée par ses problèmes d'intégration interne et d'élargissement à l'Est, trop longtemps attirée par les marchés américains et chinois, n'a pas vu venir les menaces et les opportunités que constitue son Sud. Les menaces sont connues et les médias ferment l'horizon de la réflexion. Or les opportunités existent en grand nombre. La proximité et la complémentarité de nos économies européennes, arabes et africaines sont des atouts inestimables. Les pays du Nord, développés et vieillissants, sont menacés de stagnation séculaire alors que les pays arabes et africains sont jeunes et en croissance, mais eux-mêmes affaiblis par les économies de rente et de corruption.

Pour un New Deal Europe-Afrique

Profitant de la troisième révolution industrielle (énergies renouvelables plus économie numérique, 1) ; profitant du changement du modèle de croissance chinois qui pourrait induire la délocalisation de 85 millions d'emplois (2) vers l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, le moment est venu pour l'Europe de proposer un New Deal aux pays arabes et africains et ainsi d'abandonner le ronron de la politique de voisinage et des plats refroidis des accords de libre-échange même complets et approfondis.

La vision de la Méditerranée peut se transformer en quelques années. Une véritable Ruhr industrielle pourrait se dessiner sur le flanc sud de l'Europe avec le Canal de Suez rénové et élargi, enrichi de clusters, technopoles, zones franches, avec les réserves de gaz en Méditerranée de l'Égypte, de Chypre et du Liban, avec la puissante industrie turque qui regarde l'Afrique, avec la finance islamique qui ne connaît pas la crise.

Plutôt que de voir les Maghrébins, les Égyptiens et les Turcs et demain les Africains immigrer vers les industries manufacturières européennes, exigeantes en main d'œuvre et en énergie, c'est le mouvement inverse qu'il faut mettre en œuvre. À l'image des industriels japonais qui ont créé les Dragons et les Tigres du sud-est asiatique, à l'image des industriels allemands qui ont stabilisé et contribuent à développer 120 millions d'habitants des pays de l'Europe centrale et orientale, à l'image de ce que font les Américains avec les implantations industrielles au Mexique, l'Europe industrielle doit mettre en œuvre un codéveloppement industriel avec en priorité les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) et par la suite des pays africains.

La connexion en marche entre « l'Afrique blanche » et « l'Afrique Noire »

Investir dans les innovations et la qualité au Nord et faire produire au Sud qui est riche en énergie et en main d'œuvre de qualité, est un scénario gagnant-gagnant. Les Chinois sont déjà à la manœuvre avec leurs implantations en Algérie, en Égypte, en Turquie et en Grèce. Ils bâtissent pour leur compte cette Ruhr industrielle du XXI^e siècle, prenant appui sur le Maghreb (90 millions d'habitants), l'Égypte (90 millions d'habitants) et la Turquie (90 millions d'habitants). La seule façon durable et efficace de lutter contre Daech, c'est bien de créer des emplois

pour les jeunes arabes et africains. C'est aussi de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, et cela passe par une Union européenne capable d'une vision stratégique autonome sur son voisinage.

Depuis 2002, l'Afrique décolle, et les pays du Nord de l'Afrique, de Tanger à Suez, deviennent l'interface pour intégrer les économies africaines dans le grand quartier d'orange « Afrique-Méditerranée-Europe ». Le Maroc est déjà un acteur majeur en Afrique ; l'Égypte est depuis juillet 2015 intégrée dans l'une des plus grandes régions de libre échange du monde - la tripartite - qui va du Caire à Johannesburg. Le Sahel est à « reconquérir » avec un maillage de routes et de chemins de fer comme les Américains ont conquis l'Ouest. Il s'agit de construire les autoroutes des Oasis, de transformer ceux-ci en pôle de développement, de faire protéger si nécessaire par l'armée, afin de créer des emplois pour les jeunes Touaregs.

Cette connexion de « l'Afrique blanche » et de « l'Afrique Noire » est une tendance lourde qui se construit à bas bruit. De nombreux camions traversent le désert partant d'Algérie, du Niger, du Mali ; des industries extractives sont en chantier, des programmes de chemins de fer joignent le Maghreb au Sud. Actuellement, les jeunes Touaregs ont un choix limité entre la marginalisation, le trafic de drogues et d'armes, le racket, la prostitution et le terrorisme. Rétablir la fonction d'échange, de transport et de commerce dans le Sahel pour y créer des activités économiques et touristiques doit être une priorité de l'Europe en partenariat avec les pays concernés.

L'AME, « La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe », un projet de fondation internationale

Pour réussir cette intégration régionale en profondeur Afrique-Méditerranée-Europe par le redéploiement de l'appareil de production et pas seulement par le commerce, trois outils sont nécessaires.

Tout d'abord, une banque intercontinentale, telle que la BID pour assurer la mobilité des capitaux et la sécurisation des investissements. La BERD et la BEI sont trop européennes ; la Banque mondiale trop américaine ; la BAD trop africaine et les banques islamiques trop arabes. Ces instruments sont inadaptés. Ensuite, une Fondation intercontinentale, à l'image de la CEPAL (40 millions d'euros par an et 700 chercheurs) et l'ERIA en Asie (15 laboratoires et 30 millions d'euros par an).

Tel est mon projet de Fondation internationale « La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME) » pour être le creuset économique et politique de l'intégration des deux continents, avec la Méditerranée comme interface.

L'intégration en profondeur de ces grandes régions Nord/Sud intercontinentales se réalise par la coproduction. Une telle expansion géographique des chaînes de valeur consiste en un partage de la valeur ajoutée et un transfert de technologie. Le client devient partenaire. Il ne s'agit plus de conquérir des parts de marché mais de coproduire, ce qui change fondamentalement les relations économiques.

Ce pari de l'intégration par l'économie est gagnable. En quelques décennies, nous pouvons assurer aux 500 millions d'Européens, aux 500 millions de Méditerranéens et aux 2 milliards d'Africains en 2050, un siècle de croissance. Les chefs d'entreprise sont déjà investis dans cette stratégie. En majorité, les grands groupes

retiennent comme découpage mondial la région EMEA (Euro/Middle-East/Africa). Ce sont les politiques qui traînent les pieds, embourbés dans le court-termisme, parce qu'ils n'ont pas de vision d'avenir.

Face à l'importance et l'urgence de la mise en œuvre de cette stratégie européenne vis-à-vis du Sud, on voit à quel point le débat public français sur l'immigration, l'identité ou les accords politiques est un recroquevillement ridicule sur le court-terme et une cécité sur cette grande région qui fera l'Europe de demain.

...

1 - Jeremy Rifkin, *La troisième révolution industrielle*, Les Liens qui Libèrent, 2012

2 - Célestin MONGA, Justin Yifu LIN, *Oxford Handbook of Africa and Economics: Policies and Practices edited*, 2015.



Osons le rapprochement avec les pays arabes et africains

22/09/2016 07:12 CEST | Actualisé 05/10/2016 18:45 CEST

- [Jean-Louis Guigou](#) Haut fonctionnaire et fondateur du think tank euroméditerranéen Ipemed

Puisque les Français et les Européens ont peur du terrorisme, peur des immigrés, peur de l'Islam, peur de la perte de leur l'identité, les politiques devraient proposer des solutions pour réduire ces peurs. Je partage l'opinion de François Mitterrand: "Sans l'Afrique, la France n'aura pas sa place dans le XXIe siècle". Mis à part une minorité, nous partageons les mêmes valeurs. Nous menons les mêmes combats contre l'illettrisme, le terrorisme et pour l'émancipation des peuples; nous sommes confrontés aux mêmes défis à venir: le chômage et la fragilité du modèle "ancien" de croissance, le réchauffement climatique.

PUBLICITÉ

Affirmons haut et fort que si nous ne voulons pas que les Arabes et les Africains émigrent en masse, chassés par la pauvreté plus que par les guerres, il faut activement contribuer à leur développement. Osons dire que, si nous ne voulons pas voir les populations du Sud émigrer vers les emplois industriels du Nord, c'est le capital du Nord qui doit se déplacer au Sud! Ce faisant, la croissance du Sud tirera la croissance du Nord. Lorsque les Etats-Unis nous achètent 2,5 milliards de TGV et imposent de les produire sur place, nous applaudissons. Pourquoi donc continuer avec des productions réalisées au Nord grâce à de la main d'œuvre immigrée. Désormais, pour vendre en Afrique, il faut, en grande partie, produire en Afrique.

Suez l'a bien compris et, pour assurer l'approvisionnement en eau 24h/24h à Alger, exporte son savoir-faire avec seulement une vingtaine d'ingénieurs et de cadres. De même, Michelin va créer 1700 emplois de chercheurs en R&D à Clermont-Ferrand d'ici 2018, afin de rester le leader mondial, vendre son savoir-faire et faire produire, en grande partie, à l'extérieur de l'Hexagone. Belfort, dans dix ans, devrait devenir le premier centre mondial de R&D en matière de mobilité verte et collective.

La Chine joue la proximité et la complémentarité économique avec les pays du Sud-Est asiatique (son Sud). Les deux sont gagnants. De même, les Etats-Unis jouent la proximité et la complémentarité avec le Mexique et la Colombie. Les deux y gagnent. L'Allemagne, de son côté, a joué la proximité et la complémentarité avec les pays d'Europe centrale et orientale. Là, encore, au bénéfice des deux parties.

Le XXI siècle sera africain. Ce continent peut devenir, en 30 ans, la nouvelle Chine, "l'usine du monde" pour au moins trois motifs. Tout d'abord, sa jeunesse, l'enthousiasme, l'optimisme, le retour des élites... donnent à ces pays un dynamisme surprenant, où l'on côtoie le pire (Boko Haram) et le meilleur (le numérique). Mais aussi, l'évolution du commerce international qui, depuis la crise de 2008, voit la régionalisation progresser tandis que la mondialisation régresse, accélère le compactage des chaînes de valeur et le découplage de l'économie entre pays voisins de niveau de développement différent. Quelle chance pour la France et pour l'Europe d'avoir à partager leur développement avec les pays arabes à reconstruire et les pays africains à développer! A ces deux motifs, s'ajoute la perspective, comme le prévoit la Banque Mondiale, de voir 85 millions d'emplois qui vont se délocaliser de la Chine vers l'Afrique et, ajoute Patrick Artus, pas vers l'OCDE!

Surtout ne prenons pas le prétexte des faiblesses inhérentes à la transition économique et politique des pays arabes et africains. Les nouvelles générations ne souhaitent plus supporter la corruption et les errements de la démocratie. Aidons-les à avancer vers l'Etat de droit.

Espérons que les débats politiques, en France, en Allemagne, en Italie ainsi que dans le reste de l'Europe, ne vont pas être égocentrés.

Osons proposer aux pays arabes et africains un New-Deal. L'investissement de 40 milliards d'euros supplémentaires du plan Juncker c'est très bien, mais il faut aller plus loin. Comme les Etats-Unis avec "leur Sud", comme la Chine avec "son Sud", osons proposer: une banque intercontinentale cogérée, un traité de de co-développement qui assure la sécurité et la mobilité des hommes, des biens et des capitaux ainsi qu'une fondation internationale pour préparer ensemble l'avenir.

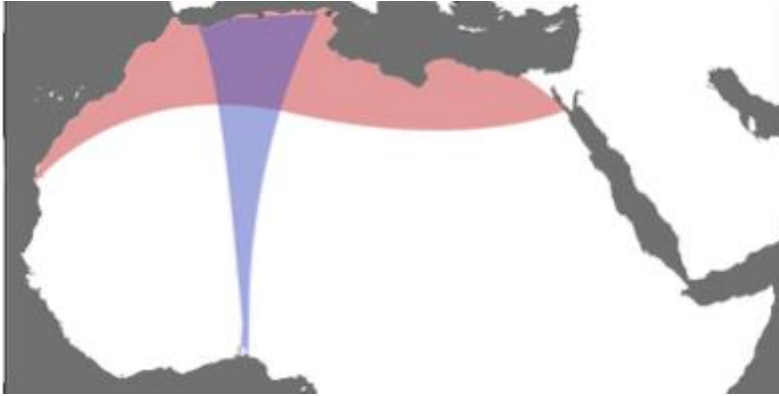
Osons, après "La Trilatérale" réservée aux pays du Nord de la planète, créer "La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe".



De la Méditerranée à la profondeur africaine, l'Algérie à la croisée des chemins

Par Jean-Louis Guigou, président de l'Ipemed | 10/12/2016, 11:51 | 1083 mots

•



Est-Ouest et Nord-Sud : les deux

axes de développement de l'Afrique dans lesquels peut s'inscrire l'Algérie. (Crédits : DR) Un double mouvement historique se dessine aujourd'hui, estime Jean-Louis Grigou, président de l'Institut de prospection économique du monde méditerranéen (Ipemed, Paris) : d'une part celui d'industrialisation de l'Afrique du Nord ; d'autre part l'émergence d'une vraie dorsale qui reliera l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne en plein boom économique. L'Algérie est idéalement placée pour participer des deux mouvements, à condition toutefois de relever trois défis, que Jean-Louis Grigou détaille ici. L'Algérie est en passe de retrouver son destin de grande puissance en Méditerranée et en Afrique. Sans bouleversements intempestifs, l'économie et les mentalités se transforment en profondeur. Se dessine une vision ambitieuse et historique pour les Algériens, mais aussi une vision qui doit parler aux Méditerranéens, aux Africains, et aux Européens.

L'Algérie emprunte deux chemins qui traversent son territoire. Le premier c'est celui de l'industrialisation du Nord de l'Afrique, de l'Égypte au Maroc, avec l'Algérie au centre. Le second chemin, selon un axe Nord-Sud, c'est celui de la Dorsale Transsaharienne, d'Alger à Lagos, contribuant au développement du Sahel, tout en reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne.

Le premier chemin est horizontal. C'est celui de l'industrialisation du Nord de l'Afrique, de l'Égypte au Maroc. En effet, depuis 1980, presque tous les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée s'industrialisent. Ils substituent la production intérieure (voiture, mécanique, biens d'équipements...) aux importations. Sans rupture, le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Turquie, et la Jordanie (1) sont devenus exportateurs de produits manufacturés, de machines et d'équipement de transport etc...

L'Algérie définit ses priorités industrielles

Consciente de son retard, l'Algérie accélère sa diversification économique. Le monde patronal et le secteur privé font de plus en plus entendre leur voix. Le thème de la diversification industrielle est au centre des réflexions et des propositions. Sont désormais considérées comme prioritaires les industries d'assemblage (automobile et technique), les industries de base (sidérurgie et pétrochimie), l'industrie agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, et l'industrie numérique.

L'Algérie prend ainsi, progressivement, avec une place centrale grâce à sa position géographique et à l'abondance de ces matières premières et énergétiques, le chemin de l'industrialisation de la rive Sud de la Méditerranée.

Car, il y a bien un mouvement historique, de grande ampleur, qui positionne le Nord de l'Afrique comme la grande zone industrielle en complément de l'Europe. La Ruhr du XXI^e siècle pourrait être nord-africaine. Ce mouvement d'industrialisation au sud

est entretenu et accéléré par, tout d'abord, le dynamisme extraordinaire des entrepreneurs locaux qui amènent les Allemands (2) à s'interroger « *l'Afrique sera-t-elle l'Asie du XXIème siècle ?* » .

Les bienfaits de la coproduction mieux compris

Ce mouvement d'industrialisation est conforté par les nouveaux comportements des entrepreneurs européens qui commencent à comprendre les bienfaits de la coproduction et du partenariat, avec un pied au Nord et un pied au Sud de leur chaîne de valeur. Cette stratégie leur permet d'une part de bénéficier de la proximité géographique et culturelle, et d'autre part de la complémentarité entre des pays matures et vieillissants au Nord, et des pays jeunes et émergents au Sud. Enfin ce mouvement est fortement accéléré par les Chinois qui vont délocaliser 85 millions d'emplois manufacturés en Afrique (3), et se positionner sur la rive sud de la Méditerranée pour approvisionner l'Europe. Ce mouvement est irréversible - le capital est à l'œuvre. Voilà pourquoi l'Algérie entend profiter de ce mouvement, tant ses richesses minières et humaines et sa « profondeur » africaine lui attribuent un rôle stratégique. Ce premier chemin d'industrialisation est d'autant plus pertinent pour engager le pays qu'il se croise avec un deuxième chemin Nord/Sud que les Algériens veulent et vont construire.

En effet, le second chemin, en chantier, est vertical Nord/Sud. C'est celui du transport, de la logistique de la communication, des connections gazières, et du développement du Sahel. Un grand axe est en chantier qui part du nouveau port de Cherchell, à l'ouest d'Alger, en direction de Tamanrasset, en passant par le Niger, le Mali pour aboutir à Lagos (Nigéria). Encore un grand projet d'infrastructure similaire au port de Hambourg exigeant quelque 3 milliards d'investissement et la coopération des Chinois. Il s'agit d'une nouvelle version de la Transsaharienne mais, cette fois, enrichie de zones industrielles, de zones franches, de technopoles et de clusters industriels. Une vraie dorsale qui reliera l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne en plein boom économique.

Les trois défis à relever par l'Algérie

Pour mener à bien ce grand projet géopolitique d'une Algérie à la croisée des chemins - celui de l'industrialisation dans l'espace euro-méditerranéen, mais aussi celui d'un ancrage africain Nord/Sud, trois difficultés sont à surmonter.

La première est de faire revenir « ses » élites algériennes de France, d'Europe et d'Amérique du Nord (Silicon Valley). Le retour de la diaspora a été opportunément utilisé par l'Inde et cela à grande échelle, en lui confiant le montage et la gestion des technopoles, des parcs industriels et des zones franches (Bangalore), transformant l'Inde en une immense technopole qui travaille, la main dans la main, avec des entreprises Américaines.

La seconde difficulté est de retrouver le chemin de l'intégration et de la coopération avec les autres pays du Maghreb, et en particulier avec le Maroc. L'Union du Maghreb permettrait ainsi de constituer un bassin économique intégré de 100 millions d'habitants véritable plateforme industrielle et logistique pour aller plus au sud, vers Afrique subsaharienne.

Enfin, la troisième difficulté, c'est peut-être de réconcilier, enfin, ces deux pays amis - la France et l'Algérie. Comment retrouver les chemins de la confiance si ce n'est en construisant ensemble un grand projet historique qui est celui de « *l'Algérie à la croisée des chemins* ». Les Algériens et les Français sont à la Méditerranée, ce que les Allemands et les Français sont à l'Europe : des frères ennemis qui doivent redevenir de vrais bons amis capables de construire ensemble leur avenir mais aussi l'avenir au sein d'un ensemble Afrique - Méditerranée - Europe, transformant les relations Nord/Sud en relations de confiance, de coproduction, et de mobilité généralisée.

...

(1) J-L. Guigou, Michel Gonnet, Thibault Fabre. *Etude IPEMED - l'Industrialisation du Nord de l'Afrique de l'Egypte au Maroc compatible avec la réindustrialisation de l'Europe*. Novembre 2016.

(2) Christian Hiller Von Gaertringen - « *Afrika Ist Das Neue Asien- Ein Kontinent im Aufschwung* » 2014, Hoeffmann Undcampe.

(3) *China's rise and structural transformation in Africa - Opportunities for Africa from China's Rise*. Oxford Handbook of Africa and Economics : Policies and Practices edited, Celestin Monga, Justin Yifu Lin, 2015.

euobserver.com

OPINION

Contribution to a vision of Europe in the world



(Photo: [Andrea de Poda](#))

By [JEAN-LOUIS GUIGOU AND MIGUEL ANGEL MORATINOS](#)
BRUSSELS, 17. MAR, 11:22

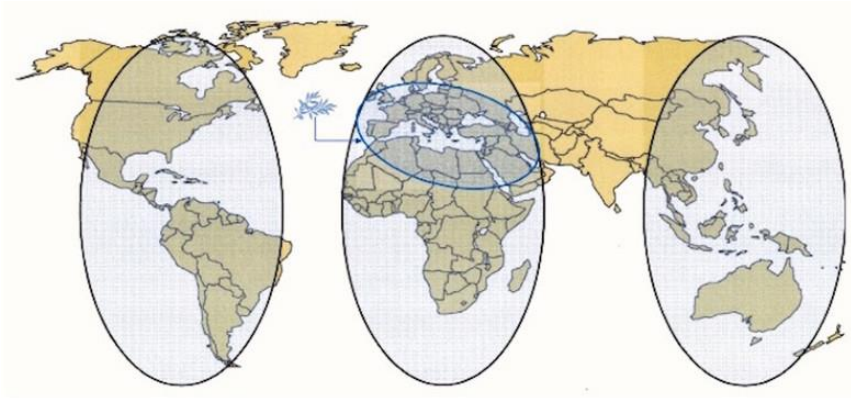
In his speech on the State of the Union last year, European Commission president Jean-Claude Juncker said: “Yes, we need a vision for the long term. The commission will set out such a vision for the future in a White Paper in March 2017, in time for the 60th anniversary of the Treaties of Rome”.

This is the long-term vision we would like to share with you.

The fall of the Berlin wall in 1989 brought with it the end of the East-West conflict - capitalism versus communism. A multi-polar world progressively took the shape of North/South “crescents” - mature and ageing Northern countries willing to cooperate with the young and emerging South.

A clear vision is necessary, as Roman statesman Seneca once said: “The wind blows in the right direction only for those who know where to go”. But there must be a credible plan for the crescents or the development of the meridian, which could be formed by relying on the existing heavy trends.

Yet, since 1989, and especially since 2008, the international economy has been quickly regionalising. Some speak of “globalisation”, but the correct term would be “regionalisation”, which falls between deregulated globalisation and the return to national protectionism.



Countries near to each other band together in order to create regional pools, ruled over by regional cooperation agreements. With only twelve examples of regional cooperation existing in 1990, this number has rapidly increased to 380 by 2015.

There is a return to geographical and cultural proximity, with alliances such as the European Union, Nafta, Mercosur, Asean, Cedeau, Cemac, the Tripartite, and so on. This regionalisation, with deep integration, is made possible by several different components. But the main one by far is the economy that best structures these regions.

Indeed, companies with international aspirations consolidate their value chain into a reduced number of close-knit sites, each of them providing real added value without the risk of dispersion.

Consolidating the value chain allows for lowering transport costs, controlling the quality of segments and it also reduces exchange risks. Besides, in these great regions, production is being redeployed.

There is a shift from (short-term) trade to sustainable investments and co-production. Suppliers become partners. Co-determination, co-construction are beginning to emerge. Companies, based on partnerships and networks, ensure technology transfer and share the means for added value in various sites.

An original form of co-production combines northern companies with southern ones and vice-versa. The value chain is deployed in order to favour a complementary relationship between two neighbouring countries with differing levels of development.

Thus, the USA relies on Mexico and Colombia. Germany relies on Central and Eastern European Countries (Ceec) and China relies on South-East Asian Tigers.

The three “crescents” are structured and integrated: the main investor and commercial partner of South America is North America; the main investor and commercial partner of South East Asia is China; and the main investor and commercial partner of Africa is Europe.

However, the comparison between North America and China with Europe and Southern Europe ends there.

The Americans and the Chinese developed with the use of southern financial regional tools, such as the creation of an intercontinental bank, ensuring capital mobility and investment security; prospective tools with the implementation of intercontinental foundations; and demographic tools in regard to mobility and diaspora.

Constant evolution

Europe and Africa have fallen behind in the North-South regionalisation and we are all responsible for it.

Indeed, the Europeans have been prisoners of their constant evolution. After the integration of Spain, Portugal and Greece, the negotiations with Turkey, the integration of Eastern countries and the Balkans, and then Brexit - the EU has been in constant evolution and has neglected the South.

It has resorted to donations, loans and commercial agreements without any strategic vision or long-term policy.

Nevertheless, Arab countries are also responsible for their behaviour following the 1973 oil crisis. Let us recall the warlike declarations of Algerian leader Houari Boumediene at the UN in 1974: “One day, millions of men will leave the Southern Hemisphere to go to the Northern Hemisphere. And they will not go there as friends. Because they will go there to conquer it. And they will conquer it with their sons. The wombs of our women will give us victory.”

A deal was then possible between Europe and oil-producing Arab countries: we provide you with petrol and gas, while in exchange you promise to industrialise and co-develop the Southern shore of the Mediterranean.

Finally, Sub-Saharan Africans are also responsible for the current mediocre relationship between the North and the South. They preferred short-term solutions and a fascination for the conspiracy theories for some partners and submission to others.

How can we catch up with the last fifty years? How can we make this North-South vision of Europe more popular in the world? How can we prepare and manage the integration of Europe, Southern and Eastern Mediterranean countries, but also Africa - between the former rulers and the dominated.

Geography and the economy bring them closer, but history pulls them apart. This is why a New Deal is necessary, otherwise we are all heading for disaster.

New Deal

This new deal requires:

A change in perception, the old patterns dominant/dominated or centre/periphery are no longer accepted. Cultural diversity and interbreeding are gaining ground. "Interbreeding is the future of humanity", Leopold Senghor once said.

A change in method: taking into account Africans' needs rather than Europeans' assumptions. Ensuring co-production and co-development, instead of aiming to increase our market shares in Africa. Market shares will become consequences rather than objectives.

A change in behaviour: For Europe, "shifting from conquest to sharing". For Africa, "shifting from submission to empowerment".

The European Commission must propose this New Deal for a new vision of our common North-South future to southern and eastern Mediterranean countries and African countries.

A major debate must be held, with the political sphere, but also with the economic sphere and the civil society of this “crescent”. Europe can no longer impose its vision of the future, it must share it.

The player that wins, along with its South - be it America, China or Europe - will be the one that is capable of establishing win-win relationships. Europe has a chance to fairly cooperate with its South because, in addition to the economy, the two have common values.

However, the European Union remains weakened. As is often the case, Europeans will only react out of fear: fear of mass migration from the South, fear of terrorism, fear of the daunting effects of climate change in the Mediterranean and in Africa, fear of losing their identity.

The Mediterranean is so small that the future of Europe and Africa cannot be anything but related. The risk of seeing the South swarm into the North is real.

It is a matter of urgency to work on energy, co-development and to organise a major European-African conference to lay the foundations of a New Deal. Peace has a price. Peace has a cost: that of integration and of a shared vision.

Jean-Louis Guigou is president of the [Mediterranean World Economic Foresight Institute](#) (Ipemed). Miguel Angel Moratinos, a former Spanish foreign minister, is chair of Ipemed's political sponsorship committee.

LA CROIX

Pour une « verticale » Afrique-Méditerranée-Europe

le 24/03/2017 à 13h17

Mis à jour le 24/03/2017 à 13h29

Jean-Louis Guigou et Miguel Angel Moratinos et les membres du Comité d'orientation politique de l'[Ipemed](#) * s'expriment aujourd'hui à l'occasion des 60 ans du Traité de Rome.



Europe et Afrique unie / chones - Fotolia

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait », déclarait Robert Schuman, le 9 mai 1950, engendrant les bases de l'Union européenne.

Renforcer l'Europe unie

À l'occasion des 60 ans du Traité de Rome signé en 1957, il nous importe de célébrer aujourd'hui cette Union, unique et essentielle à nos yeux. Tout en restant lucide quant aux nombreux défis à surmonter, nous aimerions insister sur le besoin vital de retrouver une Europe forte et unie, en rappelant ici notre attachement moral à l'idée même d'une Union Européenne, lieu de concentration et de transmission des valeurs universelles.

« *Pourquoi voulons-nous vivre ensemble ?* », interrogeait Jacques Delors, l'un des pères de l'Europe.

En cette période trouble, dominée par les vagues populistes partout dans le monde, du Brexit à l'élection surprise de Donald Trump, notre devoir est de redire ce que l'Europe a accompli depuis des décennies.

Un rempart contre la guerre

60 ans après sa création, on oublie trop souvent que le mérite premier de notre Europe est de préserver nos populations de la guerre. N'oublions pas non plus que la Communauté européenne a apporté la prospérité économique et qu'elle est une union de valeurs.

Cependant, depuis les années 2000 et l'intégration des pays de l'Europe centrale et orientale qui fut la dernière épopée européenne, force est de constater que l'UE est paralysée. Elle est comme endormie face à une crise économique qui l'étrangle depuis 2008 et aux nombreuses voies nationalistes qui s'élèvent contre sa raison d'être.

L'Union peine à trouver des solutions et ses peuples en souffrent. Il est temps de faire de ces difficultés une opportunité de renouvellement.

Se rapprocher des pays du sud de la Méditerranée

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) a été fondé il y a 10 ans dans le même esprit de rapprochement que celui de l'Union Européenne. Depuis 2006, nous œuvrons au rapprochement économique des deux rives de la Méditerranée. Cette dernière est le véritable avenir de l'Europe. Mais elle ne suffit plus. Depuis les révolutions arabes, les pays du Sud de la Méditerranée ne veulent plus

être considérés comme le voisinage de la frontière sud de l'Europe. La profondeur africaine s'impose, faisant passer la Méditerranée de marginale à centrale.

Consolider

L'Europe doit donc désormais consolider ses liens historiques et bâtir un nouveau pacte Europe-Afrique, sous peine de ne pas dominer les nouveaux défis : de la maîtrise des mouvements migratoires, au réchauffement climatique, en passant par la transition énergétique européenne et, last but not least, du terrorisme. Ensemble, dans un partenariat d'égal à égal, les États de l'Union et leurs voisins du Sud, pourront apporter des solutions aux problèmes communs tels que le chômage des jeunes, le développement durable et social et la sécurité intérieure.

Nous plaidons ici pour l'établissement d'une Verticale « Afrique – Méditerranée – Europe » (AME) et pensons que le rapprochement, par l'économie, de l'Afrique et de l'Europe, est inscrit dans l'histoire à venir. Pour préparer ensemble cet avenir, pour mobiliser les acteurs économiques et sociaux des sociétés civiles, les experts, l'opinion publique et le monde politique, une fondation dénommée La Verticale est nécessaire. Cette grande région verticale « AME », nous permettra de peser dans la mondialisation face au G2 constitué par les couples Chine-Pacifique et Amérique-Atlantique.

Avec une ambition africaine, l'Europe retrouverait une ambition européenne.

En se réinventant, en se donnant un nouvel horizon, en construisant un avenir en Afrique, l'Europe renouvellera le rêve européen pour les nouvelles générations.

*Liste des signataires de cet article appartenant au comité d'orientation politique de l'Ipemed :

Président

Miguel Angel Moratinos, Ancien ministre, Espagne,

Vice-présidente

Aïcha Belarbi, ancienne ministre, Maroc

Joachim Bitterlich, ancien conseiller du Chancelier, Allemagne

Elisabeth Guigou, ancienne ministre, présidente de la commission des affaires étrangères, France

Eneko Landaburu, ancien chef de délégation de la Commission européenne, Espagne

Denis Mac Shane, ancien ministre, Royaume-Uni

Carmen Romero Lopez, députée européenne, Espagne

Panagiotis Roumeliotis, ancien ministre, Grèce

L'Orient LE JOUR

La Verticale AME, ou comment faire descendre les Yvelines en Afrique



Jean-Louis Guigou, Président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, lors d'une conférence à l'Esa.

INTERVIEW

En préambule de la conférence sur « Les grands défis des pays de la Méditerranée: Mise en perspective depuis le Liban » à l'ESA Business School mardi dernier, Jean-Louis Guigou, Président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, a défendu son projet de coopération renforcée entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe.

Marine DELATOCHE | OLJ

31/03/2017

En quoi consiste votre projet de verticale Afrique/Méditerranée/Europe ?

Ces trois espaces ont une proximité culturelle, audiovisuelle et une homogénéité linguistique. Il est désormais nécessaire de mettre en évidence leur complémentarité, comme le font l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, l'Asie du Nord et l'Asie du Sud. Le point de départ de la verticale AME doit être une fondation. Il faut que les économistes de plusieurs laboratoires en Europe, dans les pays arabes et dans les pays africains se réunissent pour réfléchir ensemble. Et répondre à la question suivante : comment peut-on faire l'arrimage sur le plan financier, travailler sur l'eau, l'électricité, l'énergie, la santé ? Ces économistes proposeront à tous les chefs d'État des solutions. La deuxième étape doit incontestablement passer par la création d'une banque

intercontinentale. Il y a la Banque européenne d'investissement pour les Européens, la Banque africaine de développement pour les Africains. Il faut maintenant une banque qui fasse une articulation pour que les capitaux et les investissements soient sécurisés.

Quels sont les bénéficiaires auxquels peuvent prétendre les différents acteurs à travers la Verticale AME ?

L'intérêt de l'Europe est de voir sa propre croissance, qui végète, tirée par les pays du Sud. Elle va vendre ses brevets, par exemple. Cela va créer des revenus en Europe. Les pays africains et méditerranéens vont quant à eux bénéficier de la technologie européenne et du savoir-faire de leurs partenaires. Le capital va se redistribuer. Les Yvelines vont descendre en Afrique. Les Renault, Peugeot, Siemens, Veolia, tout le monde va se balader partout pour produire au plus près des citoyens. Cela va créer des emplois au Sud, des revenus au Nord et donc de la croissance partagée.

Faut-il craindre une hégémonie de l'Europe sur l'Afrique et la Méditerranée ?

Non, je crois que cette époque est révolue. Les Africains sont maintenant vaccinés. Il faut que les Européens se calment. Pour paraphraser un ami africain : « Il faut que les Européens passent d'un esprit de conquête à un esprit de partage ». Les Africains sentent que l'Afrique, y compris l'Afrique du Nord, est le dernier continent à aller vers le développement. Ils sentent qu'ils ont le vent en poupe. Et cela oblige leurs partenaires à les traiter sur un pied d'égalité.

KAMSYN





S.E Moratinos et M.Guigou de l'IPMED à l'ESA: Les Grands Défis de la Méditerranée depuis le Liban

Projet initié par [IPEMED](#) (*Institut de Prospective Economique du monde Méditerranéen*), « **La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe** » est une Fondation qui est sur le point d'être mise en place. Cette Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME) a donc ***l'objectif de passer d'une Méditerranée Marginale à une Méditerranée Centrale.***

Promouvoir l'idée que la régionalisation du « *quartier d'orange* » Afrique-Méditerranée-Europe est une perspective réaliste constitue l'un des objectifs principaux de ce programme lancé par [IPEMED](#). Afin d'en savoir plus sur ce concept, [Kamsyn](#) a été invité pour un entretien exclusif à l'[ESA](#) avec [M. Jean-Louis Guigou](#), Président de cet Institut de prospective et de [SE Miguel Angel Moratinos](#), ancien Ministre Espagnol des Affaires étrangères lors de leur visite à Beyrouth (28 Mars 2017).

A la Conférence ont assisté [S.E Milagros Hernando](#) Ambassadrice d'Espagne au Liban (*co-organisatrice de l'évènement avec M. Jean-Marie Paintendre Conseiller International de l'IPMED ainsi que l'ESA*) de même que plusieurs Diplomates, Hommes et Femmes d'Affaires, étudiants et journalistes intéressés par ces enjeux.



M. Jean-Louis Guigou (à

gauche), S.E Miguel Angel Moratinos (au centre) Photo [Kamsyn](#)

Contexte général

« Nombreux sont les chefs d'entreprises libanais qui font partie de l'IPEMED, puisqu'ils considèrent que la Méditerranée est en mesure de redevenir une grande zone d'activités économiques » explique Guigou. La région est aujourd'hui, certes, mouvementée, en raison des crises, révoltes et dissensions, mais tous les experts confirment l'aspect passager de cette situation. « En créant **la Verticale**, nous donnons lieu à l'émergence d'une grande région économique, à l'accélération d'une intégration régionale et nous garantissons un siècle de croissance » précise le président de l'IPEMED.

D'après lui, l'Europe est, de nos jours, menacée de stagnation et de léthargie, d'où le besoin d'un relais de croissance. Après la crise de mondialisation en 2008, les entreprises industrielles ont décidé d'opter pour un compactage des chaînes de valeur, de réduire les sites de production, de jouer la proximité.





M. Jean-Louis Guigou Président

de l'[IPEMED](#) Photo [Kamsyn](#)

La Régionalisation, un Intérêt renforcé

Jean-Louis Guigou explique qu'il y a deux manières d'internationaliser l'économie : la Mondialisation (*qui a mené à une délocalisation et à un populisme*) et la Régionalisation (*constituer une sorte d'union avec le « voisinage »*). C'est à cette deuxième alternative qu'il faut recourir, comme l'indique Guigou, pour des raisons de proximité, de complémentarité et de solidarité. Alors qu'en 1995 un rapport de dominant-dominé et de centre-périphérie a été établi entre l'Europe puissante et les pays arabes moins favorisés, imprégnés pour la plus part de dictature, aujourd'hui, et depuis les révolutions arabes, nous passons « *d'une Méditerranée marginale à une Méditerranée centrale* » qui constitue un relais entre l'Europe et l'Afrique. « *Cette Méditerranée est appelée à devenir le centre du commerce et des activités économiques, ce qui renforce inéluctablement l'attractivité des marchés* ».



[S.E](#)

[Miguel Angel Moratinos](#) ancien Ministre Espagnol des Affaires Etrangères (à droite) et [M. Guigou](#) (à gauche)

Réalité Géopolitique

Se prononçant sur cette question, l'ancien Ministre Espagnol des Affaires étrangères, SE Miguel Angel Moratinos confie à [Kamsyn](#) avant sa conférence généreusement applaudie qu' « *une période de l'histoire de la Méditerranée vient d'être conclue. Nous assistons à un cheminement vers une nouvelle étape de l'histoire de cette partie du monde. La Méditerranée se trouve aujourd'hui face à une nouvelle réalité géopolitique où tous les conflits du passé sont à résoudre et où les défis du présent et du futur sont à relever* ».



[S.E Miguel Angel Moratinos](#) Portrait [Emile Issa](#)

Conflits d'intérêt, guerre et paix, disputes territoriales, problèmes en matière d'eau, d'énergie, de démographie, d'immigration, de réfugiés, de terrorisme se trouvent sur cette croisée de chemins qu'est la Méditerranée. Tous ces éléments font de cette « *région* » un terrain d'inquiétude, d'interrogations et de préoccupation mais aussi surtout de grandes opportunités . « *Le futur de la Méditerranée va déterminer celui de l'Europe, du Proche-Orient et de la communauté internationale* », comme l'affirme S.E Moratinos.



Collaboration Liban-Espagne

L'ancien Ministre Espagnol met l'accent sur la responsabilité du Liban et de l'Espagne en termes d'identification des grands enjeux et des défis de la Méditerranée. « *Ces deux pays doivent effectivement être capables de s'engager de manière sérieuse pour trouver des solutions pratiques à toute la problématique complexe de la Méditerranée* », assure Moratinos.



[S.E Miguel Angel](#)

[Moratinos](#) Photo [Kamsyn](#)

« Nous sommes aujourd'hui au Liban avec IPEMED pour donner suite à notre engagement vis-à-vis de la Méditerranée en lançant des initiatives novatrices au niveau de la philosophie et de l'approche adoptées », continue-t-il. C'est dans ce sens qu'IPEMED, cette institution qui fait de la prospective et de l'orientation politique, est parvenue, après 10 ans d'études et d'analyses, à la conclusion suivante : dans le monde dans lequel nous vivons, nous ne pouvons traiter le phénomène de globalisation « *qui réduit le voisinage* » que si notre perception de cette approche tend vers davantage de régionalisation.



[S.E Milagros Hernando](#) Ambassadrice d'Espagne au

Liban Photo [Kamsyn](#)

C'est dans cette mesure que la Méditerranée pourra redevenir le centre de gravité des actions politiques, d'où l'importance de la Verticale : Afrique, Méditerranée, Europe.

Programmes d'Action

La Verticale suivra 5 programmes d'action qui seront mis en place de façon indépendante mais toutefois concomitante. Il s'agit d'abord de la mutualisation des informations stratégiques à travers une plateforme de référence où seront réunies et traitées les informations les plus pertinentes sur la région.

L'animation d'un réseau de laboratoires sur l'intégration de la région Afrique-Méditerranée-Europe s'ensuivra. L'objectif ? Approfondir la connaissance (*données multiples, analyses quantitatives et qualitatives, cartographie, création de bases de données, scénarios de*

prospective) pour éclairer les tendances lourdes qui sont à l'œuvre et qui vont dans le sens de l'intégration.



[M. Jean-Marie Paintendre](#) *Conseiller International de l'IPEMED* Photo [Kamsyn](#)

Ce réseau aura six pôles : deux en Europe, deux en Méditerranée (*Maghreb et Moyen-Orient*) et deux en Afrique subsaharienne (*anglophone et francophone*). Dans un troisième temps, la Verticale œuvrera à animer des groupes de travail internationaux et pluriacteurs pour identifier et lever les obstacles pouvant freiner le développement de certains secteurs clés et parler d'une seule voix aux décideurs politiques. Ainsi, l'organisation de séminaires thématiques de haut niveau pourrait être envisagée afin de faire se rencontrer les décideurs publics, privés et associatifs, d'identifier les acteurs à fort potentiel et de créer un réseau de confiance au sein de la région AME. Le cinquième programme consistera, quant à lui en la médiation et l'influence en faveur de la grande région AME afin que des décisions politiques soient prises pour une intégration plus profonde entre les trois espaces de la région.

[Natasha Metni](#) pour [Kamsyn](#)

Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre concernant la Méditerranée et l'Afrique

Par Jean-Louis Guigou, président de l'IPEMED et les membres du Comité d'Orientation Politique de l'IPEMED*

Lorsque vous étiez en campagne, vous avez publié, le 7 avril 2017, avec un collectif de 23 maires et Présidents exécutifs locaux de la droite et du centre une tribune intitulée : « La Méditerranée, cette absence qui ne laisse rien présager de bon »¹.

Vous vous interrogiez sur ces chantiers gigantesques qui devaient être impérativement ouverts pour apporter des réponses concrètes aux défis des migrations, du terrorisme, du réchauffement climatique et des désordres consécutifs aux révolutions arabes, etc. Et vous posiez une question : « *Qui formulera un projet faisant de la France le pivot de ce défi essentiel pour, excusez du peu, l'Europe, l'Afrique, et le Moyen-Orient ? [...] C'est l'intérêt de la France d'être en avance sur ces sujets. Encore faut-il que quelqu'un ait cette vision et nous propose de refaire de notre mer commune, à nouveau, un axe du monde* »

Vos vœux ont été exaucés.

Les réponses à vos questions légitimes et angoissées ont été formulées par le candidat Emmanuel Macron à Marseille, le 1^{er} avril. Sa vision de la place de la France et de l'Europe dans le monde est claire : « *Nous allons refonder, non pas, une nouvelle politique de la Méditerranée, simplement nous allons refonder une route de la liberté et de la responsabilité qui ira de l'autre rive de la Méditerranée et qui traversera toute l'Afrique.* » Cette vision de l'avenir qui englobe dans une même région l'Europe-Méditerranée-Afrique reste, certes, à construire. « *C'est pourquoi je veux établir un partenariat entre la France, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique qui renforce nos intérêts mutuels dans tous les domaines : climat, commerce, emploi, innovation, mais aussi sécurité et stabilité.* »²

Le 14 mai, lors de son investiture, le Président a affirmé : « *la géographie se rétrécit et le temps s'accélère* ». C'est à l'évidence le retour de la proximité géographique et culturelle que la mondialisation avait voulu tuer. C'est le retour de la complémentarité et de la solidarité entre des pays voisins de niveau de développement différent. C'est la régionalisation de la mondialisation.

Monsieur le Premier Ministre, maintenant que vous êtes à la tête du gouvernement d'une France devenue ambitieuse et décomplexée, tournée vers l'avenir et que, maintenant, vous êtes en prise directe avec la vision du Président de la République, les choses vont donc s'accélérer.

Le contexte est propice. La grande région Afrique-Méditerranée-Europe, que nous voulons, reste un objectif et nos intérêts convergent ; des tendances lourdes poussent au rapprochement :

- L'Europe qui, avec les menaces des migrations massives et les dérèglements climatiques découvre, enfin, les richesses et les opportunités de l'Afrique et de la Méditerranée qui sont autant de leviers pour notre croissance ;

¹ <http://www.lopinion.fr/edition/politique/mediterranee-cette-absence-qui-ne-laisse-rien-presager-bon-123812>

² Interview dans le Monde du 23/04/17

- Les pays méditerranéens sont en ébullition et en cohabitation avec ceux - majoritaires qui préfèrent l'ancrage à l'Europe et ceux – minoritaires qui préfèrent l'ancrage au Moyen-Orient. Il est temps d'encourager nos alliés au Sud.
- Les pays africains, quant à eux, sentent qu'ils ont « le vent en poupe ». Ils adhèrent à l'idée que le XXIème siècle sera Africain. Et que leur destin est lié à l'Europe par l'histoire et la géographie. Dans le cas contraire, les pillages des matières premières peuvent redoubler.

Alors que l'Amérique du Nord et que l'Amérique du Sud se rapprochent, de même que le Japon et la Chine avec les pays du Sud-Est asiatique, pour constituer selon le rapport de la CIA sur l'état du monde en 2035 «des grandes zones d'influence privilégiées », le moment est venu de construire ce « quartier d'orange » entre les 500 millions d'Européens, les 500 millions de Méditerranéens, et les 1,5 milliards d'Africains en 2050.

Le moment est venu, car l'Allemagne de son côté prépare le G20, début juillet à Hambourg, avec un volet africain très ambitieux. Fin novembre, se réunira le Sommet Afrique-Union Européenne, à Abidjan ; moment particulièrement opportun pour sceller un « New Deal » entre le continent africain et le continent européen. N'oublions pas la belle formule de François Mitterrand de 1956 : « *sans l'Afrique, la France n'aura pas sa place dans le XXI^{ème} siècle.* »

Pour réaliser cette intégration de l'Europe et de l'Afrique, à l'image de ce que l'Amérique et la Chine ont réalisé pour intégrer « leur Sud », trois outils devraient être mis en place :

- Tout d'abord, une **institution financière intercontinentale et paritaire** qui assurerait la mobilité des capitaux et la sécurisation des investissements ;
- Puis, un **traité de coproduction** qui aille bien au-delà des accords de libre-échange pour faciliter la redistribution du capital sur les deux continents, la coproduction, l'harmonisation des normes, l'équivalence des diplômes universitaires, et la mobilité généralisée des compétences ;
- Enfin, il faudra créer une **fondation que nous appelons la Verticale « Afrique-Méditerranée-Europe »** qui sera le véritable creuset de la réflexion économique sur l'intégration et le lieu de la transformation des mentalités. A l'image de ce qu'est l'ERIA entre la Chine et les pays de l'ASEAN, cette fondation pourrait mettre en réseau des laboratoires déjà existants qu'ils soient européens, méditerranéens, africains, spécialisés dans les thématiques de l'intégration régionale.

Merci, Monsieur le Premier Ministre pour votre indignation et votre colère si clairement exprimées. Surtout, un grand merci, au Président Emmanuel Macron, pour sa vision qui définit clairement la place de la France et de l'Europe, intégrées à la Méditerranée et à l'Afrique.

L'IPEMED, avec son réseau d'experts, d'industriels et de politiques, Africains, Arabes, Maghrébins, Européens et Français est à votre service. Nous attendons avec impatience de la France qu'elle s'allie avec l'Allemagne et constitue le couple moteur de cette intégration euro-africaine.

C'est là, un projet collectif enthousiasmant pour la jeunesse de nos deux continents.

*** Liste des signataires de cette lettre :**

Jean-Louis Guigou, président de l'IPEMED et les membres suivants du COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE DE l'IPEMED
 Miguel Angel Moratinos
Ancien ministre, Espagne

Joachim Bitterlich

Ancien conseiller du Chancelier, Allemagne

Georges Corm

Ancien ministre, Liban

Amr El Shobaky

Ancien membre du Parlement, Egypte

Mounir Fakhry Abdelnour

Ancien ministre, Egypte

Iqbal Gharbi

Directrice de la chaire d'anthropologie religieuse, Université Zitouna, Tunisie

Fadia Kiwan

Directrice honoraire de l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, Liban

Eneko Landaburu

Ancien chef de délégation de la Commission européenne, Espagne

Denis MacShane

Ancien ministre, Royaume Uni

Fathallah Oualalou

Ancien ministre, Maroc

Macron : Une Vision de la France qui passe par l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

Par Jean-Louis Guigou, président de l'IPEMED

L'élection d'Emmanuel Macron porte l'espoir d'un projet historique, collectif et ambitieux associant l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. Ce projet est construit dans une démarche intégrant le temps long et « *la géographie qui se rétrécit* ». Le chef de l'Etat milite pour l'« avenir ». Pas le passé nostalgique, ni le présent hystérique. Il veut, avec obstination, que chaque Français « *retrouve la confiance en soi pour bâtir le futur* ». Il fait sienne la pensée de M. Maurice Blondel, inspirée de celle de St Exupéry « *L'avenir ne se prévoit pas. Il se prépare* ».

Pour construire ce futur souhaitable, Emmanuel Macron s'inscrit, aussi, dans la lignée de Fernand Braudel qui disait « *Si j'étais chef d'un grand État, je travaillerais peu. J'analyserais les forces à l'œuvre et je faciliterais celles qui vont dans le bon sens* ». Ainsi a-t-il voulu rassembler tous ceux qui se réclament de la modernité, de l'optimisme et de l'audace. Ce faisant, il a ringardisé les pessimistes, les déclinistes, les court-termistes et les défaitistes. Tous ceux qui ronronnent et tous ceux qui ronchonnent ne sont pas de son camp, qui est « *en marche* » vers l'avenir. Mais, ajoute-t-il « *ceux qui se sentent oubliés seront protégés* ».

Concernant la référence à l'espace, la campagne du candidat Macron fut éclairante sur l'idée qu'il se fait de la place de la géographie et celle de la France dans le monde.

Le débat n'est plus entre une ouverture mondiale débridée où « *les excès du capitalisme* » ont fait trop de dégâts, suscitant la colère des peuples (délocalisation, désindustrialisation, surexploitation de la planète...) et entre la fermeture sur le territoire national comme le préconisent Donald Trump et les partisans du Brexit.

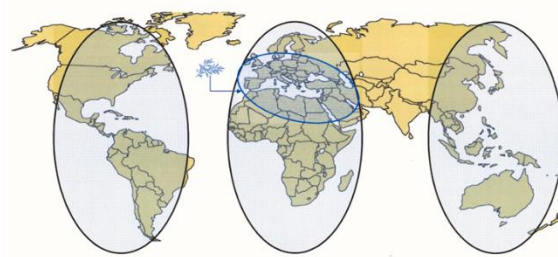
La voie à suivre, c'est la régionalisation de l'économie internationale parce que « *la géographie se rétrécit et le temps s'accélère* ». Les chaînes de valeur des entreprises se contractent. C'est le retour de la proximité et du voisinage qu'Emmanuel Macron décline à deux niveaux.

En premier, le socle européen doit être refondé. C'est sa marque de fabrique. Il veut « *faire de l'Europe un instrument de notre puissance et de notre souveraineté* ». Il veut rebâtir l'Union européenne pour la rendre plus efficace, plus démocratique et plus protectrice. Cette refondation se fera avec l'Allemagne.

Le second niveau de son espace de projet, c'est l'Afrique, avec pour pivot la Méditerranée : « *Je veux établir un partenariat ambitieux entre la France, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique qui renforce nos intérêts mutuels dans tous les domaines : climat, commerce, emploi, innovation, mais aussi sécurité et stabilité* » disait-il dans Le Monde en avril dernier.

Ce projet collectif historique a été précisé lors de son discours à Marseille, le 1^{er} avril : « *Nous allons refonder, non pas, une nouvelle politique de la Méditerranée simplement, nous allons refonder une route de la liberté et de la responsabilité qui va de l'autre rive de la Méditerranée et qui traversera toute l'Afrique* ». Fini l'espace euro-méditerranéen, fondé sur des rapports dominants-dominés, centre-périphérie. Dans son projet, la Méditerranée n'est plus la zone marginale, mais redevient centrale. C'est la vision Méditerranée-Monde de Fernand Braudel. Ainsi se dessine la Grande région, La Verticale Europe-Méditerranée-Afrique qui, concernera, en 2050, 3 milliards d'individus. Ce grand

« quartier d'orange » est à comparer avec celui constitué par les deux Amériques et par celui organisé par la Chine et le Japon, associés aux pays du Sud-est asiatique.



Pour construire ce projet, le Président français pourra s'appuyer sur ses alliés Allemands qui, eux aussi, veulent, pour des raisons de sécurité et de co-développement, investir profondément dans le continent africain. Tel est le sens du G20 à Hambourg des 6 et 7 juillet prochains, qui sera précédé par la conférence des chefs d'Etat fixée les 2 et 3 juillet à Berlin.

Nous sommes devant une volonté claire et affirmée du chef de l'Etat de construire une grande région Europe-Méditerranée-Afrique qui pèsera dans le monde, face aux deux autres régions intercontinentales. Emmanuel Macron nous invite à aller vers la Méditerranée et l'Afrique -mais cette fois-ci, non pas avec un esprit de conquête, mais avec un esprit de partage, donnant à nos jeunes européennes, arabes et africaines des raisons d'espérer et de se retrouver dans la fraternité.

En faisant le choix de l'Europe et de l'Afrique, Emmanuel Macron renoue avec la vision de François Mitterrand qui affirmait en 1956 « *la France, sans l'Afrique, n'aura pas sa place dans le XXIe siècle* ». Le sommet Afrique-Europe de fin novembre 2017, à Abidjan, devrait consacrer cette nouvelle relation entre les Européens et les Africains et décider de créer une fondation, La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe qui sera le creuset de ce « partenariat ambitieux ».

La passion du chef de l'Etat et du Premier Ministre pour l'axe Europe-Méditerranée-Afrique

- / Point de vue
- Blog de Jean-Louis Guigou

Humeur n°201 -
Vendredi 19 Mai 2017 - Jean-Louis Guigou



En faisant des recherches sur les discours, débats et interviews d'Emmanuel Macron, concernant la Méditerranée et l'Afrique, j'ai fait une fabuleuse découverte.

Le 7 avril 2017, en pleine campagne présidentielle, dans une tribune publiée par le journal *l'Opinion*, le député Edouard Philippe et 23 élus de droite et du centre, ont clamé leur indignation devant « *La Méditerranée, cette absence qui ne laisse rien présager de bon* ». Edouard Philippe s'interrogeait et interpellait ainsi les candidats : « *Qui formulera un projet faisant de la France le pivot de ce défi essentiel pour, excusez du peu, l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient ?* » et de poursuivre « *Encore faut-il que quelqu'un ait cette vision et nous propose de refaire de notre mer commune à nouveau un « axe du monde »* ». Le même Edouard Philippe, se résignait : « *Seul le candidat de la gauche radicale aborde régulièrement cette question, ce qui nous incite à saluer sa hauteur de vue, mais certainement pas à acquiescer ses solutions* ».

C'était ignorer que, de son côté, séparément, un autre candidat, Emmanuel Macron, prêchait pour une vision géopolitique historique, associant dans un partenariat ambitieux, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. Le 1er avril à Marseille, Emmanuel Macron déclarait ainsi : « *Nous allons refonder non pas une nouvelle politique de la*

Méditerranée simplement, nous allons refonder une route de la liberté et de la responsabilité qui ira de l'autre rive de la Méditerranée et qui traversera toute l'Afrique. » Et de poursuivre dans une interview accordée au Monde, le 23 avril, « *Je veux établir un partenariat ambitieux entre la France, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique qui renforce nos intérêts mutuels dans tous les domaines : climat, commerce, emploi, innovation, mais aussi sécurité et stabilité. Aux côtés des relations entre Etats, ce partenariat s'appuiera sur les forces vives africaines et françaises : intellectuels, ONG, diasporas de France et d'Afrique, entreprises.* »

À Beyrouth, à Alger, à Tunis, les discours d'Emmanuel Macron reprennent les termes clés de son projet : construire ensemble notre avenir, partenariat, défis communs, filières intégrées, co-localisations...

Ainsi, les deux visions d'Edouard Philippe et d'Emmanuel Macron sont similaires et complémentaires : ils veulent mettre le Cap au Sud. D'un côté, Edouard Philippe veut revenir à la vision braudelienne de la Méditerranée-monde, carrefour exceptionnel entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. De l'autre, Emmanuel Macron reprend et modernise la vision de François Mitterrand : « *Sans l'Afrique, la France n'aura pas sa place au XXIème siècle* ». Il reprend aussi les idées maitresses du Général de Gaulle, qui affirmait en 1944, à Brazzaville « *Il faut engager les colonies sur la route des temps nouveaux, c'est-à-dire, la voie du progrès de la liberté et de la responsabilité.* »

Le bon Dieu fait bien les choses : Emmanuel Macron est devenu notre Président, Edouard Philippe son Premier ministre. L'Europe va être refondée, la Méditerranée intégrée, revivifiée et l'Afrique associée. Comme le déclarait le président Macron lors de son investiture le 14 mai à l'Élysée : « *La géographie se rétrécit, le temps s'accélère.* » Le moment est venu de bâtir ensemble notre XXIème siècle, avec nos voisins du Nord et du Sud, arrimer l'Afrique et l'Europe et donner la Méditerranée sa centralité.

La construction de cette grande région intercontinentale Europe-Méditerranée-Afrique n'est pas une vue de l'esprit. L'IPEMED y travaille depuis dix ans, mettant en évidence les tendances lourdes qui sont à l'œuvre (régionalisation de l'économie mondiale, co-production, circuits courts ...). L'impulsion politique du Président Emmanuel Macron et de son nouveau Premier ministre, Edouard Philippe, va permettre de passer de la vision à la stratégie et aux outils pour réaliser cet ambitieux projet.